72E ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA GLORIEUSE RÉVOLUTION DE LIBÉRATION NATIONALE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LES VŒUX DE SOUVERAINS ET DE PRÉSIDENTS DE PAYS FRÈRES ET AMIS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu des messages de vœux de souverains et de présidents de pays frères et amis, à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale.

P.3

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient.» Ibn Khaldoun

Mardi 23 Joumada El Ouela 1448 - 3 Novembre 2026 - N° 1422 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POUR MODERNISER L'ENSEIGNEMENT DANS NOTRE PAYS

ELIAS ZERHOUNI DONNE DES EXPLICATIONS



Elias Zerhouni, président du Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, a expliqué hier lundi à Alger, pourquoi il est important d'utiliser l'intelligence artificielle (IA) pour faire progresser l'enseignement en ligne en Algérie. Il propose de créer des solutions technologiques locales, adaptées aux besoins propres au système éducatif du pays.

P.2

PARLEMENT PANAFRICAIN

POUR PLUS DE PLACE AUX JEUNES !

Le président du Parlement panafricain (PAP), Fateh Boutbig, appelle à mieux associer les jeunes aux décisions qui concernent l'avenir de l'Afrique. Il estime qu'il faut soutenir leurs compétences et leur donner davantage d'occasions de participer à la construction d'un continent pacifique, uni et prospère, comme le prévoit l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

P.7

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, le ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, M. Tom Berendsen, et la délégation l'accompagnant.
L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Lounès Magramane, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et de l'ambassadeur d'Algérie auprès du Royaume des Pays-Bas, M. Mustafa Abdelhak Gasmi.

ELECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

L'ANIE RAPPELLE LES RÈGLES ET DISPOSITIONS RÉGISSANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a rappelé, lundi dans un communiqué, à l'ensemble des candidats des partis politiques et des listes indépendantes, ainsi qu'aux différents acteurs et intervenants dans le processus électoral, les règles et dispositions régissant la campagne électorale, en prévision des élections locales du 28 novembre.

P.16

ACTUALITÉS NATIONALES

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POUR MODERNISER L'ENSEIGNEMENT DANS NOTRE PAYS

ELIAS ZERHOUNI DONNE DES EXPLICATIONS

Elias Zerhouni, président du Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, a expliqué hier lundi à Alger, pourquoi il est important d'utiliser l'intelligence artificielle (IA) pour faire progresser l'enseignement en ligne en Algérie. Il propose de créer des solutions technologiques locales, adaptées aux besoins propres au système éducatif du pays.

Par Youcef Hamidi

Il s'exprimait lors d'une rencontre scientifique sur les stratégies et les défis du développement de l'enseignement virtuel en Algérie, organisée à l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) à Bab Ezzouar, en présence d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants. Selon le professeur Zerhouni, l'enseignement connaît dans le monde une « transformation fondamentale » grâce à l'intelligence artificielle. Il est donc nécessaire, selon lui, que l'Algérie profite de ces évolutions pour passer des « méthodes traditionnelles fondées sur la transmission des connaissances à des modèles éducatifs favorisant l'apprentissage autonome et l'innovation ».

Il a aussi souligné l'importance de développer des logiciels open source en s'appuyant sur les compétences algériennes, et d'héberger les données sur le territoire national. Cela permet de « réduire la dépendance aux plateformes étrangères et de garantir la maîtrise et la mise à jour des informations ».

Il a mis en avant le travail du Centre TIVES (technologies et innovation pour les systèmes éducatifs virtuels), basé au Pôle scientifique et technologique de Sidi Abdellah (Alger). Ce centre a été mis en place par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à l'initiative du professeur Zerhouni. Le centre travaille actuellement à « développer des solutions technologiques nationales répondant aux besoins du système éducatif, selon le concept d'enseignement précis et personnalisé, qui prend en compte les capacités et les niveaux des apprenants », a-t-il ajouté.

Il a également annoncé un projet de lancement d'une école doctorale dans les systèmes d'enseignement virtuel, en partenariat avec des établissements universitaires et de recherche nationaux. Vingt doctorants dans ce domaine ont déjà bénéficié d'un financement, afin de leur permettre de se consacrer à la recherche scientifique et de contribuer au développement d'applications d'IA destinées à l'enseignement.

De son côté, le recteur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretche, a souligné l'importance de cette école pour « accompagner les mutations pédagogiques ». Il a fait état des préparatifs en cours pour créer un laboratoire scientifique spécialisé, en collaboration avec le Pr Zerhouni, afin de « renforcer le partenariat entre les chercheurs algériens à l'intérieur du pays et ceux établis à l'étranger ».

Par ailleurs, le professeur Zerhouni a animé une conférence au pôle scientifique et technologique de Sidi Abdellah, au cours de laquelle il a présenté les orientations stratégiques du Centre TIVES. Cette rencontre a permis de mettre en lumière les missions et les priorités de cette structure pour renforcer la coopération scientifique et la recherche au sein du milieu universitaire. Elle a aussi permis de présenter les programmes et les initiatives qu'elle développe pour accompagner les mutations technologiques et développer les méthodes modernes d'enseignement.

Dans ce contexte, le professeur Zerhouni a indiqué que « la création de ce centre vise à opérer une rupture positive avec les modèles traditionnels et à élever le niveau de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique au niveau national, à travers la mobilisation des technologies de l'IA et de l'informatique avancée ». Il s'agit également de former une nouvelle génération de chercheurs spécialisés, dans le cadre d'une démarche concrète visant à préparer des compétences capables de mettre les technologies modernes au service du système éducatif. Il a précisé que « l'activité du centre repose sur la constitution de vastes bases de données nationales et le développement de logiciels et de programmes pédagogiques adaptatifs open source, en adéquation avec les spécificités nationales ».

Y.H

LA CNR LANCE LE GUICHET NUMÉRIQUE UNIQUE « TAKAAOUDI »

POUR FACILITER L'ACCÈS DES RETRAITÉS AUX SERVICES NUMÉRIQUES

Afin de faciliter l'accès des retraités et des ayants droit aux services numériques, la Caisse nationale des retraites (CNR) a annoncé hier la mise en service du guichet numérique unique « Takaaoudi » dans les différentes agences locales de la CNR.

Par Ikram Haou

Inscrit sous le slogan « Takaaoudi – All in one – Tous vos services numériques à un seul guichet », ce projet est mis en œuvre en application des instructions du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Il vise à faciliter l'accès des retraités et des ayants droit aux services numériques et à les encourager à les utiliser correctement, grâce à l'accompagnement et aux orientations fournis par les services des agences locales.

Le fonctionnement de ce projet repose sur la création d'un guichet numérique unique au niveau de chaque agence locale. Ce guichet a pour rôle de faire connaître les différents services numériques proposés par la caisse et de fournir des explications simplifiées sur leur utilisation. Les services de la CNR assurent également un accompagnement effectif des retraités dans le téléchargement de l'application « Takaaoudi », la création et l'activation de leurs comptes numériques, ainsi que leur orientation vers les services répondant à leurs besoins.

Selon le communiqué de la CNR, ces guichets numériques ont été aménagés selon un modèle uniforme afin de garantir une identité visuelle harmonisée du projet à travers les différentes agences. Des moyens nécessaires à la présentation des services numériques ont également été mis à disposition, notamment le guide « Takaoudi », qui comporte des explications simplifiées sur les différents services numériques disponibles sur l'application, ainsi qu'un code QR permettant d'y accéder directement.

Il a été souligné que ce projet vise à simplifier la présentation des services numériques grâce à un accompagnement de proximité des retraités dans leur utilisation, étape par étape. Cela permettra également de renforcer leur autonomie dans l'accès aux services disponibles à distance, de diminuer leurs déplacements répétés vers les agences locales, d'alléger la pression sur les guichets d'accueil et même d'améliorer la qualité du service public fourni.

Le communiqué rappelle aussi le rôle essentiel des chargés de communication des agences locales dans l'accueil et l'orientation des retraités, ainsi que leur mission d'accompagnement dans l'utilisation des services numériques. Ils sont chargés d'identifier les difficultés rencontrées par les usagers et de recueillir leurs suggestions pour améliorer ce service.

Dans ce cadre, la CNR réaffirme son engagement à poursuivre le processus de transformation numérique et à développer ses mécanismes de prestation de services, en plaçant le retraité au cœur de ses préoccupations, en consacrant le principe de proximité et d'accompagnement, et en faisant de la numérisation un outil pratique permettant de simplifier les procédures et d'améliorer l'expérience de l'usager, a noté le même communiqué de la CNR.

I.H

FORMATION PROFESSIONNELLE

LANCEMENT DU PROGRAMME DE FORMATION "SANAA2" AU NIVEAU NATIONAL

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a présidé, lundi à Alger, le lancement du programme de formation professionnelle "Sanaa 2", destiné aux personnes désirant acquérir des compétences professionnelles, à travers des formations pratiques dispensées selon un calendrier tenant en compte leurs conditions.

En donnant le coup d'envoi du programme "Sanaa2", à partir du centre de Formation et d'Enseignement professionnels "Maamar Sahli" pour garçons à Reghaïa, la ministre a souligné que ce programme concerne différentes catégories d'âge, à partir de 15 ans, sans limite d'âge maximum, à travers l'ensemble des wilayas. Elle a ajouté que le nombre d'inscrits au programme précité a atteint jusqu'à présent "180 000 inscrits, 15 % âgés de plus de 60 ans", soulignant que les inscriptions se poursuivent. M. Arhab a indiqué que le programme "Sanaa2" qui vient compléter "Sanaa1", lancé en juillet dernier, suscite un grand engouement chez les postulants pour ce programme de formation qui englobe six spécialités professionnelles de base: la peinture, l'électricité du bâtiment, le plâtrage, la plomberie (installation sanitaire), la soudure, le froid et la climatisation, en plus d'autres spécialités professionnelles qui seront intégrées en fonction des besoins exprimées par les directions de la formation et de l'Enseignement professionnels de wilaya et des spécificités de chaque wilaya. Elle a rappelé, dans ce contexte, que le stagiaire bénéficie de cours de formation selon un calendrier fixé par chaque direction de wilaya, et ce, "dans le respect de la disponibilité des bénéficiaires". Les cours peuvent être dispensés au courant de la semaine, à partir de 16h00, durant le week-end (vendredi et samedi) ou selon un nouveau calendrier durant la semaine, selon le programme établi localement. Le programme se poursuivra tout au long de l'année de formation, ce qui permet d'organiser des sessions en fonction du calendrier adopté par les directions de wilaya et d'élargir l'éventail des opportunités d'accès à la formation pratique, voire de rapprocher ses offres des différentes catégories ciblées, à travers le pays dans le but de "développer les capacités, de perfectionner les compétences et d'ouvrir de plus larges perspectives aux postulants désirant apprendre un métier ou acquérir de nouvelles compétences", ajoute la ministre.

RA

ENTRE NOUS
Quotidien national d'information

Edité par
EURL Rocher du Faucon
au capital de 100.000 DA

Directeur de Publication
Nasser
Mouzaoui

Siège social
Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er Mai – Alger.
Tél : 028 133 750
0558 765 425
0771 727 632
E-mail rocherdufaucon@gmail.com

"Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité"
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression d'Alger
Sia (centre)

DISTRIBUTION
Eurl Rocher du Faucon

ACTUALITÉS NATIONALES

72E ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA GLORIEUSE RÉVOLUTION DE LIBÉRATION NATIONALE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LES VŒUX DE SOUVERAINS ET DE PRÉSIDENTS DE PAYS FRÈRES ET AMIS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu des messages de vœux de souverains et de présidents de pays frères et amis, à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale.

Dans ce cadre, le roi du Royaume hachémite de Jordanie frère, Abdallah II ibn Al Hussein, a adressé un message de vœux au président de la République, dans lequel il a souhaité que "cette occasion se renouvelle pour le président de la République dans la plénitude de sa santé". Il a également souhaité "davantage de progrès et de prospérité au peuple algérien".

De son côté, Sa Majesté l'Empereur du Japon, Naruhito, a exprimé "ses vœux les plus chaleureux au président de la République, lui souhaitant davantage de santé et de bonheur, ainsi que davantage de prospérité et de progrès au peuple algérien", soulignant, par là même, "la solidité des liens d'amitié et de coopération existant entre l'Algérie et le Japon, au mieux des intérêts des deux pays et peuples amis".

A son tour, le président de la Fédération de Russie, M. Vladimir Poutine, a souligné dans son message de vœux, que les relations algéro-russes reposaient sur des "traditions d'amitié et de respect mutuel". Il s'est dit convaincu que "le renforcement des relations de partenariat stratégique approfondi répondra pleinement aux intérêts de nos deux peuples et contribuera à la consolidation de la sécurité et de la stabilité en Afrique et au Moyen-Orient".

Le président de la République a également reçu les vœux du président de la République islamique de Mauritanie, pays frère, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui lui a réaffirmé "son attachement au renforcement et au développement des relations de coopération entre les deux pays frères".

Le président turc, M. Recep Tayyip Erdogan, a, lui aussi, adressé ses meilleurs vœux au président de la République ainsi qu'au peuple algérien frère et ami, se félicitant du "niveau stratégique atteint par les relations d'amitié et de fraternité enracinées entre la Turquie et l'Algérie, grâce à la vision commune et aux efforts mutuels".

Il s'est dit convaincu que "la force des relations bilatérales, les liens unissant nos deux peuples et notre coopération dans tous les domaines approfondiront et enrichiront tout ce qui est à même de servir nos intérêts communs".

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a également reçu les vœux du président de la République arabe d'Egypte, pays frère, M. Abdel Fattah Al-Sissi, qui a salué "la profondeur des relations historiques et fraternelles qui unissent les deux pays et leur souci constant de promouvoir et de développer les relations bilatérales dans divers domaines, au service des deux peuples".

Le président de la Confédération suisse, M. Guy Parmelin, a, quant à lui, mis en avant "les relations privilégiées unissant la Suisse et l'Algérie depuis les Accords d'Evian", soulignant qu'elles "reposent sur la confiance et l'amitié mutuelles". Appelant de ses vœux "la poursuite du renforcement et du développement de l'excellente coopération bilatérale entre les deux pays dans plusieurs domaines comme le commerce, les investissements, la gouvernance migratoire et l'entraide judiciaire".

Le président de la République gabonaise, M. Brice Clotaire Oligui Nguema, a également exprimé ses vœux les plus chaleureux assortis de ses sincères sentiments de reconnaissance. Il a souhaité "davantage de progrès et de prospérité au peuple algérien", tout en saluant hautement ses sacrifices pour sa liberté et sa souveraineté. Il a, par la même occasion, souligné "l'attachement à continuer de renforcer les relations de fraternité et de coopération entre les deux pays". Aussi, dans un message de vœux, le président de la République slovaque, M. Peter Pellegrini a salué les sacrifices du peuple algérien pour la liberté et la souveraineté, réaffirmant l'attachement de son pays à "renforcer les relations d'amitié et de coopération bilatérale avec l'Algérie, réitérant ses vœux de santé au président de la République et souhaitant davantage de paix et de prospérité au peuple algérien".

Pour sa part, la présidente de la République de Namibie, Mme Netumbo Nandi-Ndaitwah, a adressé ses vœux les plus chaleureux au président de la République, soulignant que l'anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération "occupe une place particulière dans le cœur du peuple namibien, qui évoque avec reconnaissance les positions de solidarité de l'Algérie et son soutien constant aux luttes des peuples africains pour la liberté et l'indépendance, faisant ainsi de la Révolution algérienne un symbole éternel de la marche de l'Afrique vers la liberté, la dignité et la souveraineté".

Elle a également salué les efforts continus déployés par l'Algérie, sous la conduite éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de diversifier son économie et de développer son industrie, se félicitant de l'évolution notable des liens d'amitié et de coopération entre les deux pays ces dernières années.

RA

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, le ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, M. Tom Berendsen, et la délégation l'accompagnant.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Lounès Magramane, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et de l'ambassadeur d'Algérie auprès du Royaume des Pays-Bas, M. Mustafa Abdelhak Gasmi.

RA

L'ALGÉRIE ET LES PAYS-BAS RÉAFFIRMENT LEUR ENGAGEMENT AU RENFORCEMENT CONTINU DES RELATIONS BILATÉRALES

L'Algérie et les Pays-Bas ont réaffirmé lundi à Alger, leur engagement au renforcement continu des relations bilatérales et leur détermination commune à œuvrer ensemble, dans le cadre des mécanismes de coopération bilatérale, à l'approfondissement du dialogue politique et à la consolidation et la diversification du partenariat algéro-néerlandais dans les domaines d'intérêt commun.

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf et son homologue néerlandais, M. Tom Berendsen qui effectue une visite de travail du 2 au 3 novembre en Algérie, ont dans un communiqué conjoint indiqué que, "cette visite a été l'occasion pour les deux ministres de rappeler les liens historiques d'amitié entre l'Algérie et les Pays-Bas ainsi que la solidité de la coopération bilatérale, fondée sur la confiance et le respect mutuels et sur des intérêts partagés".

"Les deux ministres se sont également réjouis de la perspective de célébrer, en 2027, le 65e anniversaire des relations diplomatiques entre l'Algérie et les Pays-Bas", ajoute la même source.

A cette occasion, "les deux ministres ont passé en revue l'état des relations bilatérales et de la coopération sectorielle, et ont mis l'accent sur l'importance de redynamiser les mécanismes de coopération existants".

"Ils sont convenus de tenir en 2027 les prochaines sessions des consultations politiques et de la Commission mixte de coopération économique et technologique, afin d'élaborer conjointement une feuille de route définissant les priorités et le calendrier de mise en œuvre de la coopération bilatérale pour la période à venir", poursuit le communiqué. Les deux ministres ont également "exploré les opportunités de partenariat dans divers secteurs, notamment les énergies renouvelables et l'hydrogène vert, l'agriculture et la gestion de l'eau, les transports et la logistique, l'économie de la connaissance et les start-up, ainsi que la formation, le renforcement des capacités et les échanges culturels, scientifiques et humains". Ils ont, en outre, "pris note des instruments de coopération en cours de négociation, en particulier le projet de protocole d'accord sur les énergies renouvelables, l'hydrogène vert et la transition énergétique, et ont encouragé les parties concernées à poursuivre les négociations sur ce projet, en vue d'élargir et de consolider la coopération bilatérale". Par ailleurs, "les deux parties se sont félicitées de la qualité de la coopération en matière de mobilité et de migration et sont convenues de la renforcer par des actions concertées, des mécanismes de coordination et le partage de bonnes pratiques, conformément à leurs législations nationales respectives". "Elles ont reconnu l'importance d'une coopération plus large et ont exprimé leur disponibilité à œuvrer ensemble à la consolidation de l'assistance consulaire mutuelle et au renforcement de la confiance réciproque, notamment par le dialogue sur la mobilité et la migration, dans le cadre de mécanismes et d'arrangements à définir par les autorités compétentes", souligne également le communiqué conjoint.

"Les ministres ont eu un échange approfondi sur les défis posés par la migration. Ils ont relevé une convergence de vues sur la nécessité d'une approche globale, intégrée, solidaire et équilibrée, qui prend en compte l'ensemble des routes migratoires et tient dûment compte des intérêts et des préoccupations de toutes les parties concernées". Les deux ministres "ont mis l'accent sur l'importance des relations entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) ainsi que la nécessité de renforcer leur partenariat économique, en allant au-delà des défis actuels. Ils ont souligné l'importance de poursuivre le dialogue, dans les cadres appropriés, en vue de trouver des solutions aux préoccupations des deux parties, dans un esprit de compromis et dans le respect de leurs intérêts mutuels".

Ils ont procédé "à un échange de vues approfondi sur des questions régionales et internationales d'intérêt commun, ainsi que sur les moyens de renforcer la concertation bilatérale afin de relever les défis communs et de promouvoir la stabilité, la paix, la sécurité et le développement, tant dans l'espace euro-méditerranéen que sur le continent africain, y compris en ce qui concerne la région du Sahel". "Ils ont réaffirmé l'engagement indéfectible de l'Algérie et des Pays-Bas en faveur des principes du droit international, du respect de la légalité internationale et de la Charte des Nations Unies, ainsi que pour la promotion du multilatéralisme et du dialogue comme voies privilégiées de concertation et de prise de décision à l'échelle internationale".

Enfin, "les deux ministres ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats de la visite et ont réaffirmé l'importance de maintenir des rencontres bilatérales régulières et de poursuivre leurs efforts conjoints pour promouvoir le dialogue politique et renforcer le partenariat économique entre les deux pays, afin d'en exploiter pleinement le potentiel, conformément à leurs aspirations et priorités".

RA

ACTUALITÉS NATIONALES

HYDROCARBURES

L'ALGÉRIE ET LES PAYS-BAS RENFORCENT LEUR COOPÉRATION

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu lundi le ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, Tom Berendsen, en visite de travail en Algérie. Les deux parties ont examiné les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le domaine des hydrocarbures, indique un communiqué du ministère.

Par Dahmane Abderrahmane

Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence des ambassadeurs des Pays-Bas en Algérie et d'Algérie aux Pays-Bas, ainsi que du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Abdelkader Cherfaoui, et de cadres des deux parties, a été l'occasion de passer en revue l'état des relations bilatérales. Elle a aussi permis d'examiner les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le domaine des hydrocarbures, notamment au regard des potentialités disponibles et des opportunités de développement des échanges commerciaux, des investissements et des partenariats industriels et technologiques, précise la même source.

Dans ce contexte, les deux parties se sont félicitées de la dynamique positive que connaissent les relations de coopération entre les entreprises des deux pays, notamment dans le domaine de la commercialisation des hydrocarbures, y compris le pétrole brut, les condensats, les produits pétroliers raffinés, le gaz de pétrole liquéfié (GPL), ainsi que le gaz naturel liquéfié (GNL).

Les deux parties ont également souligné l'importance de poursuivre le renforcement de ces échanges et de développer la coopération dans les domaines du raffinage, de la pétrochimie, de la protection de l'environnement, de la formation, de l'échange d'expertises et du transfert des technologies modernes dans l'industrie pétrolière et gazière, ajoute le communiqué.

Les entretiens ont également porté sur les perspectives d'élargissement de la coopération et d'intensification des investissements conjoints en matière de recherche, d'exploration et de développement des infrastructures liées à l'industrie des hydrocarbures. Lors de cette rencontre, M. Arkab a présenté un exposé sur les programmes de développement du secteur des hydrocarbures en Algérie ainsi que sur les opportunités d'investissement qu'il offre. Il a invité les entreprises néerlandaises à renforcer leur présence sur le marché algérien et à tirer parti de ces opportunités, notamment en participant à l'appel d'offres « Algeria Bid Round 2026 ». Par ailleurs, le développement du partenariat technologique entre les sociétés et les entreprises algériennes et néerlandaises a constitué un axe important des entretiens. Les deux parties ont ainsi examiné les moyens de renforcer la coopération avec plusieurs entreprises néerlandaises, en coordination avec l'Agence néerlandaise pour l'entreprise (RVO), le groupe Sonatrach et ses filiales, en vue de consolider les échanges d'expertise, de favoriser le transfert de connaissances et de développer des solutions technologiques innovantes. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur l'importance de la coopération dans le développement des technologies à faible émission de carbone, la réduction de l'empreinte carbone et des émissions au niveau des installations pétrolières et gazières, ainsi que l'adoption de technologies propres tout au long des chaînes d'approvisionnement.

Les deux parties ont également examiné les possibilités de coopération dans le domaine de la fabrication d'équipements destinés à l'industrie pétrolière et gazière, à même de soutenir le développement du tissu industriel national et de renforcer l'intégration locale.

D.A

PRESSE INTERNATIONALE

L'ALGÉRIE ÉLARGIT SON RÉSEAU AÉRIEN ET RENFORCE SA PRÉSENCE EN AFRIQUE ET EN ASIE

L'Algérie a renforcé sa présence sur la carte du transport aérien international, avec le lancement par Air Algérie de cinq nouvelles destinations en l'espace de quelques jours, dans le cadre d'une expansion qui consacre son ouverture sur de nouveaux marchés africains et asiatiques, ont relevé lundi plusieurs médias et plateformes internationaux spécialisés dans le secteur aérien, soulignant que cette expansion revêt une "importance stratégique" pour le renforcement des relations économiques et commerciales du pays avec son environnement régional et international.

Elle suscite également une attention particulière au regard de la diversité des nouvelles destinations, entre la reprise de la liaison avec la Libye après une interruption de près de 12 ans, le retour en Guinée après une absence de 45 ans et l'ouverture d'une ligne directe avec Shanghai, l'un des principaux centres économiques et commerciaux de Chine, outre le renforcement de la desserte du Nigeria et de la République du Congo, ouvrant de nouvelles perspectives aux échanges et à la coopération entre l'Algérie et ces pays.

Ainsi, la publication spécialisée "Aviation Africa Weekly" a classé le lancement de ces cinq destinations parmi les principales actualités du secteur aérien africain, soulignant que quatre d'entre elles étendent le réseau d'Air Algérie en Afrique de l'Ouest et du Centre, tandis que la liaison avec Shanghai ouvre une nouvelle perspective vers l'Asie.

Elle a également mis en avant le renforcement de la position de l'Algérie dans le réseau de connexions aériennes entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie.

En Guinée, le site "Africa Guinée" a mis en lumière le retour d'Air Algérie à Conakry après 45 ans d'absence, à la suite de l'arrivée du vol inaugural à l'aéroport international Ahmed-Sékou-Touré, dans la nuit du 25 au 26 octobre, lors d'une cérémonie officielle à laquelle ont pris part le ministre guinéen du Plan et de la Coopération internationale, Ismael Nabé, des responsables du secteur des transports ainsi que des représentants des deux pays.

Le site a souligné l'importance de cette nouvelle liaison dans le renforcement des relations économiques, commerciales et humaines entre l'Algérie et la Guinée, citant le secrétaire général du ministère guinéen des Transports, Mohamed Bakayoko, qui a qualifié ce vol de pont reliant deux cultures, deux économies et deux sociétés, mettant en avant les perspectives qu'il offre pour soutenir les échanges commerciaux et le tourisme et faciliter les déplacements des citoyens.

Cette initiative rejoint les indicateurs relevés par la revue "Aviation Week" concernant la croissance du trafic aérien en Guinée. Celle-ci a rapporté les propos du directeur de la Société de gestion et d'exploitation des aéroports de Guinée, Said Oumar Koulibaly, selon lequel l'aéroport de Conakry ambitionne d'attirer de nouveaux services aériens, notamment des vols d'Air Algérie.

En République du Congo, le quotidien "La Nouvelle République" a consacré un article à l'arrivée du vol inaugural d'Air Algérie à l'aéroport international Maya-Maya de Brazzaville, le soir du 26 octobre, lors d'une cérémonie à laquelle a assisté le ministre congolais des Transports aériens et de l'Aviation civile.

Le journal a indiqué que cette nouvelle liaison sera assurée à raison de trois vols hebdomadaires, la considérant comme un apport au réseau de connexions aériennes que développe la compagnie algérienne sur le continent africain, à même de renforcer les liaisons entre l'Algérie et plusieurs capitales africaines.

Au Nigeria, le quotidien "The Punch" s'est intéressé aux dispositions opérationnelles accompagnant l'expansion des activités d'Air Algérie, à travers son accord avec la société "Skyway Aviation Handling Company" pour assurer les services d'assistance au sol de ses opérations dans les aéroports de Lagos et d'Abuja.

Le journal a cité le président de la société nigériane, Taiwo Afolabi, qui s'est félicité de cet accord, estimant qu'il traduit la confiance du transporteur algérien dans les capacités et l'expérience de son entreprise, ainsi que son attachement aux normes de sécurité, d'efficacité et de qualité des services.

En Libye, la reprise des vols entre Alger et Tripoli, après une interruption de près de 12 ans, a constitué l'une des principales étapes de cette nouvelle expansion.

L'agence "Reuters" a rapporté qu'Air Algérie a repris ses vols directs vers la capitale libyenne à raison de deux rotations hebdomadaires.

Pour sa part, le site "The Libya Observer" a souligné l'importance de la reprise de cette liaison dans la facilitation des déplacements des voyageurs, le renforcement des relations bilatérales et le soutien à la coopération économique et commerciale, citant l'ambassadeur de Libye en Algérie, Saleh Hemma Mohamed Bagda, qui s'est félicité de cette initiative.

Sur le plan asiatique, le lancement de la liaison directe entre Alger et Shanghai a suscité un intérêt particulier de la part des médias et des institutions chinoises, compte tenu de l'importance de cette nouvelle destination dans le renforcement des connexions entre les deux pays.

L'agence de presse "Chine nouvelle" a consacré un reportage à l'inauguration de cette ligne aérienne directe, mettant en avant les possibilités qu'elle offre pour faciliter les déplacements des voyageurs et consolider les liens entre l'Algérie et la Chine, notamment dans les domaines économique et commercial.

Dans le même contexte, l'administration de l'aviation civile de Chine a indiqué que cette nouvelle liaison relie directement Shanghai à Alger à raison de trois vols par semaine, ajoutant une nouvelle destination dans un pays partenaire.

De son côté, l'autorité aéroportuaire de Shanghai a souligné que cette desserte devrait faciliter les échanges commerciaux et les contacts entre les deux peuples, confirmant ainsi le rôle important du transport aérien dans le soutien des relations économiques et humaines entre les deux pays.

Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la concrétisation de la vision stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à développer et à moderniser le transport aérien, renforcer la présence de l'Algérie dans sa profondeur africaine et élargir ses relations avec ses partenaires internationaux, faisant ainsi du réseau d'Air Algérie un instrument au service de l'ouverture économique, du renforcement des partenariats, de la facilitation des échanges commerciaux et humains et de la consolidation de la place de l'Algérie dans son espace continental et sur la scène internationale.

RE

ACTUALITÉS NATIONALES

TIARET

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE LANCE LA SAISON DES LABOURS-SEMAILLES

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ali Khaldi, a lancé hier à Tiaret la campagne labours-semailles de la saison agricole 2026-2027. Le lancement a eu lieu dans l'unité de production agricole Si-Abdelkrim, dans la commune de Sebaïne.

Par Ali Boudefel



Lors de la présentation d'un exposé sur les préparatifs et les moyens mis en place pour cette campagne, le ministre a souligné l'importance de fournir aux agriculteurs tous les intrants nécessaires : semences traitées, engrais et équipements agricoles. L'objectif est que cette campagne se déroule dans les meilleures conditions.

Dans la wilaya de Tiaret, la campagne labours-semailles couvre une superficie totale d'environ 300 000 hectares. Selon le directeur des services agricoles, Boualem Mekhaneg, cette surface se répartit ainsi : 120 000 hectares de blé dur, 20 000 hectares de blé tendre, 156 000 hectares d'orge et 4 000 hectares d'avoine.

Pour accompagner les céréaliers, environ 98 000 quintaux de semences et 25 000 quintaux d'engrais ont été mis à leur disposition. À cela s'ajoutent 2 566 tracteurs, 3 717 charrues et un grand nombre de semoirs.

Le ministre s'est aussi intéressé aux activités de l'Institut technique régional des grandes cultures, situé dans la commune de Sebaïne. Cet institut a réussi à produire des semences de base adaptées au climat de la région, destinées aux agriculteurs qui multiplient les céréales.

La visite du ministre se poursuit avec notamment la pose de la première pierre d'un silo stratégique de stockage de céréales d'une capacité d'un million de quintaux.

À cette occasion, une convention de formation sera signée entre les secteurs de l'Agriculture, de l'Enseignement et de la Formation professionnelle. Elle portera sur la formation dans différentes spécialités agricoles. Une convention de coopération avec l'université Ibn Khaldoun sera également signée.

Le programme de la visite prévoit aussi la mise en service d'un projet de raccordement à l'électricité agricole dans une exploitation privée, ainsi qu'une visite au centre équestre "Chaouchaoua", au chef-lieu de la wilaya.

A.B

SÉTIF

LES MÉDECINS RAPPELLENT QUE BIEN MANGER EST LE MEILLEUR REMÈDE

Par Hamida Indja

À Sétif, les spécialistes réunis pour le 6e congrès international sur la nutrition ont rappelé qu'une bonne alimentation est le vrai médicament. L'objectif est de prévenir les maladies, de mieux soigner les patients et de vivre plus sainement.

Les travaux du 6e congrès international sur la nutrition et la santé se sont terminés dimanche dernier au Club des avocats de Sétif. Ils ont souligné l'importance d'utiliser l'alimentation comme un véritable soin, afin de protéger la santé de tous et d'améliorer la qualité de vie.

Au cours d'une intervention sur « les clés d'une longue vie en bonne santé », le docteur Yacine Rouabhi, médecin généraliste et membre de la Société algérienne de nutrition, a expliqué que l'alimentation-santé est devenue essentielle dans la médecine d'aujourd'hui. Selon lui, elle aide beaucoup à prévenir les maladies et à mieux soigner les patients, en complément des médicaments.

Il a insisté sur l'importance de la formation continue pour approfondir les connaissances des médecins généralistes et spécialistes, ainsi que celles des pharmaciens et des biologistes nutritionnistes. L'objectif est de compléter leur formation de base pour soigner les patients de manière complète.

De son côté, le docteur Samia Bensalem, nutritionniste et membre fondatrice de la Société algérienne de nutrition, a conseillé de revenir à une alimentation naturelle et équilibrée pour prévenir les maladies et protéger la santé. Elle a souligné qu'un régime sain, varié et basé sur des produits naturels est la base d'une bonne santé.

Par ailleurs, le docteur Ilham Wahab, chirurgienne spécialiste au CHU Mohamed-Saâdna Abdennour de Sétif, a souligné le rôle de l'alimentation-santé pour l'intestin et pour éviter les risques de malnutrition. Elle a insisté sur l'importance d'adapter le régime alimentaire à chaque personne et de le faire surveiller par un médecin.

Elle a aussi encouragé un mode de vie sain basé sur une alimentation équilibrée, une bonne quantité d'eau, du sport régulier et une diminution de la consommation de viande, le but étant de garder une bonne santé.

Organisé par l'Association du corps médical d'El Eulma, ce congrès de deux jours a réuni plus de 60 médecins généralistes et spécialistes. L'objectif est de donner plus d'importance à la nutrition dans le système de santé, car elle aide à prévenir les maladies chroniques et à améliorer la vie des citoyens, selon le président du comité d'organisation, le docteur Abdelouahab Attout.

H I

BOUIRA

PLUS DE 262 MILLIONS DA POUR L'AMÉNAGEMENT URBAIN

Une enveloppe financière de l'ordre de plus de 262 millions de dinars a été allouée à plusieurs opérations d'aménagement urbain de la ville, dont les travaux ont déjà été lancés au chef-lieu de la wilaya de Bouira dans le cadre du programme 2025-2026, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya.

La wali de Bouira, Houria Aggoune a donné le coup d'envoi des travaux du projet d'aménagement urbain de la ville qui porte sur plusieurs opérations urbaines réparties sur 5 lots et pour lesquelles un montant global de 262,7 millions DA a été alloué, selon les services de la wilaya.

Les travaux concernent l'aménagement du boulevard principal, allant du rond-point de Harkat jusqu'au pont Sayeh, ainsi que l'aménagement de la place du quartier Amar Khoudja et celui du quartier Aïn Graouache, selon les détails fournis par les mêmes services.

Ce projet concerne également le boulevard longeant l'ancien siège de la wilaya jusqu'au commissariat central de police, et l'aménagement de la route et trottoirs reliant la rue du 20-Août, (devant la maison de la culture), allant jusqu'au rond-point El Kharita, au quartier de la Révolution, a-t-on précisé de mêmes source.

Financé dans le cadre du programme de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), ce projet s'inscrit dans un effort plus large consacré à l'aménagement urbain dans la wilaya.

Selon la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC), ces opérations visent à réhabiliter les routes et les espaces publics, à fluidifier la circulation, à améliorer les déplacements et à éliminer les points noirs. Ils visent aussi à embellir les quartiers concernés et à améliorer le cadre de vie des habitants.

Lors d'une visite de travail jeudi dernier, la wali a inspecté les chantiers, et appelé à assurer un suivi régulier des travaux et à respecter les délais, en accélérant autant que possible les travaux à l'approche de la saison des pluies.

La même responsable a insisté sur l'accompagnement des entreprises et la préservation des réseaux existants, ainsi que sur le respect des normes techniques et de qualité.

RR

ILLIZI

LANCEMENT D'UN PROJET DE RACCORDEMENT AU RÉSEAU DE GAZ NATUREL

Un projet de raccordement au réseau de gaz naturel a été lancé hier au quartier Maghreb El-Arabi, dans la commune de Debdeb (wilaya d'Illizi), dans le cadre des festivités du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale, a indiqué un communiqué de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Le projet, qui vise à consolider le cadre de vie des citoyens et à étendre la couverture en gaz naturel, prévoit la réalisation d'un réseau de distribution à basse pression sur un linéaire de 1,6 km et la programmation d'une centaine de branchements au profit des habitants du quartier, a-t-on précisé.

Le coût du projet est estimé à plus de 8 millions DA, et les travaux devront être réalisés dans un délai de 52 jours, à compter du 1er novembre 2026, sous la supervision de la Direction de l'énergie et des mines, en sa qualité de maître d'ouvrage.

L'opération intervient dans le cadre des efforts visant à renforcer les infrastructures énergétiques et à généraliser l'accès au gaz naturel, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et à l'impulsion de la dynamique de développement à travers les différentes régions de la wilaya, conclut la source.

R.R

ECONOMIE MONDIALE

SINGAPOUR FACE AU COÛT DE LA CLIMATISATION

UN CONFORT DUR À SUPPORTER

Singapour est devenue le pays roi de la climatisation en raison de sa chaleur tropicale constante, mais cette habitude pèse lourdement sur l'environnement. Pour se rafraîchir, les habitants ont pris l'habitude d'utiliser la climatisation partout, au point que presque tous les logements en possèdent une.

Par Rihab Taleb



Cette dépendance excessive à la climatisation représente un coût économique et environnemental colossal pour la cité-état. Dans cette économie ultra-développée où la croissance est continue, la construction des immeubles et le refroidissement permanent des espaces intérieurs absorbent à eux seuls la moitié de la consommation énergétique totale du pays. Ce modèle de consommation intensive pèse lourdement sur la structure des charges des entreprises et sur les finances publiques. Dans les artères commerciales névralgiques, des dispositifs de climatisation soufflent de l'air glacé vers l'extérieur pour soulager les piétons, tout en rejetant des flux d'air surchauffé qui aggravent l'effet d'îlot de chaleur urbain. Cette dynamique met en péril la rentabilité énergétique et financière des acteurs économiques locaux, d'autant plus que le mix électrique reste en grande partie tributaire de sources carbonées et coûteuses à l'importation.

Pour s'affranchir de cette dépendance aux systèmes conventionnels énergivores et protéger la compétitivité des entreprises, le secteur immobilier singapourien mise sur des innovations de rupture. Parmi ces solutions d'avenir figurent les poutres froides à induction. Installées notamment dans les bureaux modernes du Paya Lebar Green, elles consistent en de petits panneaux perforés accrochés au plafond dans lesquels circule de l'eau fraîche. Un système discret aspire l'air chaud de la pièce, le fait passer à travers l'eau froide pour le rafraîchir par convection naturelle, puis le renvoie en silence dans tout l'espace de travail. Ceci permet de dépenser un tiers d'électricité en moins par rapport à une climatisation classique, tout en garantissant un confort thermique optimal qui améliore la productivité des salariés. D'autres grands pôles stratégiques, à l'image du port de Singapour, déploient également ce type d'infrastructure pour optimiser leurs charges d'exploitation.

Les experts et les investisseurs s'intéressent également à la réfrigération passive par rayonnement. Dans cette méthode, de l'eau douce circule dans des panneaux placés sur les murs ou les plafonds pour absorber naturellement la chaleur étouffante des pièces sans faire de bruit ni souffler d'air de force, réduisant ainsi l'usure mécanique des équipements. Selon une grande étude réalisée par le gouvernement, ces technologies de pointe pourraient aider la ville à économiser jusqu'à la moitié de l'énergie actuellement gaspillée dans la climatisation traditionnelle. Sur le plan financier, même si l'achat et l'installation de ces équipements de pointe impliquent des dépenses d'investissement initiales plus élevées, les entreprises récupèrent rapidement leur mise grâce à des factures d'électricité mensuelles considérablement allégées. À la mi-2026, de nombreux bâtiments publics et privés avaient déjà adopté ces solutions, ce qui aide le pays à se rapprocher de son grand objectif économique de neutralité carbone d'ici l'année 2050. Toutefois, ces installations vertueuses restent encore minoritaires face à la masse monumentale des climatiseurs classiques déjà en place.

Pour les entreprises et les ménages qui ne peuvent pas moderniser l'intégralité de leur infrastructure à court terme pour des raisons de trésorerie, la solution la plus pragmatique reste dans le refroidissement hybride. Cette approche consiste à régler la climatisation à une température de consigne un peu plus naturelle, comprise entre 25 et 27 degrés, et à l'associer à l'utilisation de ventilateurs pour brasser l'air efficacement. Les spécialistes en gestion rappellent que faire évoluer les mentalités reste l'un des défis les plus ardus, car les usagers ont pris l'habitude de vivre dans des pièces artificiellement glacées et manifestent une forte résistance culturelle à l'idée d'accepter une chaleur tempérée. Sur le plan industriel et technologique, les fabricants de matériel cherchent à améliorer les compresseurs à vapeur traditionnels pour réduire leur consommation, tandis que les ingénieurs développent des systèmes de gestion prédictive par intelligence artificielle pour anticiper les variations thermiques des bâtiments. Bien que l'industrie cherche encore la méthode parfaite surpassant l'efficacité brute de la climatisation traditionnelle, ces efforts conjoints dessinent un nouveau modèle économique où la performance énergétique devient un levier incontournable de la rentabilité des entreprises singapouriennes.

R.T

SOLAIRE, GAZ, HYDROÉLECTRICITÉ

LE PLAN DU BÉNIN POUR DEVENIR MOINS DÉPENDANT DES IMPORTATIONS

Les importations représentaient encore environ 60 % de l'approvisionnement électrique du Bénin en 2024. Cette dépendance expose les entreprises aux difficultés des fournisseurs étrangers, avec des interruptions qui alourdissent leurs coûts et fragilisent leur compétitivité.

Au Bénin, les nouvelles coupures d'électricité d'octobre 2026 rappellent pourquoi l'État s'efforce de développer la production nationale. En multipliant les investissements, les autorités cherchent depuis une décennie à réduire l'exposition du pays aux difficultés de ses fournisseurs étrangers, qui continuent de perturber l'activité des ménages et des entreprises. Le mois dernier, plusieurs localités du pays ont de nouveau subi des interruptions répétées. Dans leur communiqué du 19 octobre, les sociétés publiques de production et de distribution invoquent principalement des restrictions d'approvisionnement depuis le Ghana et le Nigeria. Un scénario récurrent qui pèse sur les coûts des entreprises, puisque, selon l'enquête 2024 de la Banque mondiale, 86,1 % d'entre elles subissent des coupures. Pour en atténuer l'impact, ces entreprises investissent parfois dans des solutions de secours. Une étude publiée en 2025 par Clean Air Task Force éclaire leur poids financier. Sur la base de données de 2015, les groupes électrogènes, stabilisateurs et autres moyens de substitution représentaient 44 % des dépenses d'électricité des entreprises raccordées étudiées. Compenser les importations manquantes peut par ailleurs alourdir la facture de production pour l'Etat. La mobilisation des centrales reste notamment tributaire du combustible disponible, dans un contexte de flambée des prix du carburant sur le marché international.

Des centrales publiques aux investissements privés

Avec l'accession au pouvoir du président Patrice Talon en 2016, le Bénin a accéléré les efforts pour augmenter sa production nationale. Quasi-inexistante il y a une décennie, celle-ci a atteint 215 MW en 2025, grâce à la construction de la centrale électrique thermique de Maria-Gléta 2 (127 MW) et la centrale solaire de Pobè (75 MWc). En mai 2021, Patrice Talon promettait même l'« autonomie énergétique » sous trente mois. Si cet objectif n'a pas encore été atteint, son successeur et ancien ministre des Finances Romuald Wadagni, poursuit l'effort, avec un programme prévoyant au moins 100 MW supplémentaires tous les deux ans. Une centrale distincte est destinée à la zone industrielle de Glo-Djigbé. L'annonce d'AMEA Power, fin octobre, illustre cette recherche de nouvelles capacités. Le groupe émirati a signé avec le gouvernement un protocole d'accord pour développer une centrale solaire de 100 MW associée à des batteries. Alors que l'entreprise n'a pas encore communiqué le coût du projet, ni son calendrier de réalisation, d'autres projets sont plus avancés. Le 29 octobre, des accords de financement de 30 millions d'euros ont été signés pour quatre centrales solaires portées par AXIAN Energy, totalisant 62 MWc. Réparties entre Bohicon, Parakou, Djougou et Natitingou, elles doivent entrer en service début 2028. Au-delà du solaire, les autorités misent sur l'hydroélectricité. Le programme présidentiel prévoit le complexe de Dogo-Bis, sur le plus long fleuve du pays, l'Ouémé, avec une production annuelle estimée à 342 GWh. La Société Béninoise de Production d'Électricité (SBPE) cite aussi les projets de Vossa et de Bétérou, les trois aménagements devant représenter ensemble plus de 200 MW. Le gaz constitue l'autre volet de cette stratégie. Pour alimenter les centrales thermiques, le président Wadagni a annoncé dans son programme électoral un gazoduc dédié avec le Nigeria, des réserves de gaz liquéfié et l'exploration des ressources nationales. Un terminal flottant au port de Cotonou doit permettre d'importer du gaz naturel liquéfié par voie maritime, puis de le remettre à l'état gazeux pour les centrales. Le Pacte national de l'énergie vise sa réalisation à fin 2027.

Un réseau à consolider face aux besoins croissants

Cette diversification des sources d'approvisionnement électrique doit répondre à une autre dépendance. Outre l'électricité importée, le Bénin dépend du combustible étranger pour sa production thermique. Selon le Pacte, les approvisionnements gaziers de la SBPE ont diminué en moyenne de 12 % par an entre 2021 et 2024, obligeant à recourir davantage au fioul lourd.

Il faudra aussi moderniser un réseau de distribution dans lequel environ 24,6 % de l'électricité injectée en 2024 était soit perdue lors de son acheminement, soit consommée sans être correctement comptabilisée ou facturée. Le solaire doit par ailleurs maintenir sa contribution, après le coucher du soleil. La centrale solaire de Pobè ne dispose actuellement pas d'un système de stockage, mais des batteries d'une capacité de 160 MWh sont attendues en septembre 2027. Ces nouvelles capacités devront enfin accompagner l'essor industriel et l'élargissement de l'accès à l'électricité. Dans le cadre de Mission 300, portée par la Banque mondiale et la BAD, le Bénin vise environ 928 000 ménages supplémentaires desservis d'ici 2030. Alors que le Pacte reconnaît déjà des retards dans les capacités prévues, la concrétisation des projets et investissements annoncés sera un premier test. Face à la croissance de la demande, il restera à mesurer si la production nationale augmente assez vite pour réduire les importations.

R.E

ACTUALITÉS INTERNATIONALES

PARLEMENT PANAFRICAIN

POUR PLUS DE PLACE AUX JEUNES !

Le président du Parlement panafricain (PAP), Fateh Boutbig, appelle à mieux associer les jeunes aux décisions qui concernent l'avenir de l'Afrique. Il estime qu'il faut soutenir leurs compétences et leur donner davantage d'occasions de participer à la construction d'un continent pacifique, uni et prospère, comme le prévoit l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Par Yacine Boudali

Dans un communiqué publié dimanche, à l'occasion de la Journée africaine de la jeunesse du 1er novembre, il a rappelé que les jeunes contribuent déjà au changement. Ils agissent notamment dans l'entrepreneuriat, l'innovation, les parlements, la paix et la vie de leurs communautés. Selon lui, leurs idées et leurs actions doivent être au cœur des projets pour l'avenir du continent.

Fateh Boutbig a aussi souligné les difficultés que rencontrent encore de nombreux jeunes : le chômage, l'accès limité à une éducation de qualité et à la formation, ainsi que les conséquences des conflits et des déplacements de population. Pour y répondre, il estime qu'il faut investir sur le long terme, demander des comptes aux institutions et permettre aux jeunes de prendre part à la vie publique.



Les parlements ont un rôle à jouer, notamment en surveillant l'utilisation des budgets, en contrôlant l'action des gouvernements et en représentant les citoyens. Ils peuvent contribuer à améliorer concrètement la vie des jeunes, par exemple en faisant appliquer la Charte africaine de la jeunesse, en développant les possibilités d'emploi et d'activité économique et en renforçant leur participation aux décisions.

Le président du PAP a également salué le travail du Caucus de la jeunesse du Parlement panafricain. Ce groupe défend les priorités des jeunes et aide les jeunes parlementaires à faire entendre leur voix. Il favorise aussi le dialogue et la coopération entre les parlementaires et les jeunes Africains.

Le PAP prévoit d'organiser l'année prochaine une conférence consacrée à la jeunesse. Les participants pourront présenter leurs priorités, proposer des solutions et échanger directement avec des parlementaires et d'autres acteurs sur leur contribution au développement de l'Afrique et à l'Agenda 2063.

Enfin, Fateh Boutbig a appelé les gouvernements, les parlements nationaux, les institutions régionales, les associations et les partenaires au développement à investir davantage dans la jeunesse. Il les invite à ouvrir aux jeunes des possibilités concrètes d'accéder à des postes de responsabilité, à un emploi décent, à l'entrepreneuriat et à l'innovation.

Y.B

CISJORDANIE

PLUS DE 3000 AGRESSIONS DE COLONS ET DES FORCES D'OCCUPATION SIONISTES CONTRE LES PALESTINIENS RECENSÉES EN OCTOBRE

Plus de 3.000 agressions de colons et des forces d'occupation sionistes contre les Palestiniens et leurs biens ont été recensées durant le mois d'octobre par la Commission de résistance au mur et la colonisation, rapporte, lundi, l'agence de presse palestinienne Wafa.

Selon la même source, ce chiffre représente une augmentation de 52,8 % par rapport au mois de septembre, qui avait enregistré 2.051 agressions.

La Commission a précisé, dans un communiqué, que 1.764 agressions ont été perpétrées par les forces d'occupation et 1.369 par les colons sionistes. Elle a souligné que les agressions commises par les colons, prises isolément, ont connu une hausse de 111,6 %, passant de 647 en septembre à 1.369 en octobre.

Elle a ajouté que cette escalade a coïncidé avec la saison de la récolte des olives, marquée par des attaques incessantes contre les agriculteurs, leurs terres et leurs récoltes. Cela s'inscrit dans une dynamique où les forces de l'occupation et les colons conjuguent leurs efforts pour cibler l'un des piliers fondamentaux de la résilience palestinienne : le lien qui unit les agriculteurs à leur terre et à leurs moyens de subsistance.

Dans le cadre des atteintes aux terres agricoles, l'organisme a indiqué qu'au cours du mois d'octobre, 5.890 arbres et cultures ont été pris pour cible, dont 4.498 oliviers.

Concernant les ordres militaires, la Commission a indiqué avoir recensé, au cours du mois d'octobre, cinq ordres et déclarations visant les terres palestiniennes. Ces mesures se répartissent entre la déclaration de terrains comme biens domaniaux, des ordres visant l'élimination d'arbres et de la couverture végétale, ainsi qu'un ordre de saisie à des fins militaires.

L'organisme a indiqué que les autorités d'occupation ont procédé, au cours du mois d'octobre, à 62 opérations de démolition ayant visé 129 structures palestiniennes.

En ce qui concerne le dossier de l'expansion coloniale, la commission a indiqué qu'au cours du mois d'octobre, l'occupation sioniste a fait avancer dix plans directeurs coloniaux en Cisjordanie et à Al-Qods-Est. Parallèlement, cinq appels d'offres ont été lancés, trois à Al-Qods-Est et deux en Cisjordanie. Ces appels d'offres s'inscrivent dans la poursuite de l'expansion de la construction coloniale ainsi que du développement de ses infrastructures et de ses services.

RI

DÉTROIT D'ORMUZ

L'IRAN AFFIRME QU'IL POURRAIT ÊTRE ROUVERT EN 2 JOURS SI LES ETATS-UNIS RÉPONDAIENT À SES DEMANDES

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmaïl Baghaï, a déclaré lundi que si les Etats-Unis répondaient aux demandes "légitimes" de l'Iran, il serait possible de rouvrir le détroit d'Ormuz dans un délai de deux jours.

Lors d'une conférence de presse hebdomadaire à Téhéran, M. Baghaï a précisé que le plan en sept jours proposé par Téhéran en septembre restait la base de toute interaction indirecte entre l'Iran et les Etats-Unis par l'intermédiaire de médiateurs, ajoutant que l'Iran avait réduit le délai de mise en œuvre de ce plan à deux jours, en gage de bonne foi.

"Nous avons annoncé que si les exigences de l'Iran étaient satisfaites, il serait possible de rétablir la sécurité dans le détroit d'Ormuz et d'entamer le processus de négociation dans un délai très court", a-t-il noté, soulignant que tout cela dépendait de la décision de la partie américaine quant à la manière de procéder concernant l'avenir de ce processus.

M. Baghaï a déclaré que l'Iran avait formulé ses exigences "de manière claire, raisonnable et logique", soulignant qu'à moins que les Etats-Unis ne mettent fin à leur blocus naval anti-iranien et ne répondent aux demandes "légitimes" de Téhéran, aucun accord ne serait conclu et le détroit d'Ormuz ne serait ni rouvert ni sécurisé.

L'Iran a transmis aux Etats-Unis, par l'intermédiaire de médiateurs en marge de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 22 septembre, un plan en sept jours contenant ses conditions pour mettre fin à la guerre et rouvrir le détroit d'Ormuz ; depuis lors, Téhéran et Washington auraient continué à échanger des messages au sujet de cette proposition.

RI

BELGIQUE

LE PM BELGE PRÉSENTE SA DÉMISSION SUITE À L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS BUDGÉTAIRES

Le Premier ministre belge Bart De Wever a présenté sa démission lundi suite à l'échec des négociations budgétaires, a indiqué le Palais royal dans un communiqué publié sur X, précisant que le roi Philippe avait reporté sa décision quant à l'acceptation ou non de cette démission.

Le roi entamera ce mardi des consultations avec les dirigeants des partis de la coalition au pouvoir et recevra à nouveau M. De Wever vendredi, précise le communiqué.

Le palais a indiqué que le roi regrettait l'absence d'accord sur un budget crédible permettant de relever les défis actuels. Dans un contexte d'incertitude géopolitique et de défis économiques majeurs, la Belgique ne peut se permettre une crise politique prolongée, ajoute le communiqué.

Le roi a exhorté toutes les parties concernées à faire passer l'intérêt général et la volonté de compromis avant tout.

La coalition à cinq partis cherche à trouver un accord sur 10 milliards d'euros (environ 11,2 milliards de dollars) de réductions des dépenses et de hausses d'impôts afin d'assainir les finances publiques, mais reste divisée sur l'équilibre à trouver entre les deux.

Le parti nationaliste flamand N-VA de De Wever et le parti libéral MR sont favorables à une plus grande modération des dépenses, notamment dans le domaine de la santé, tandis que leurs partenaires de coalition socialistes et centristes souhaitent qu'une part plus importante de l'ajustement budgétaire provienne de l'imposition de la fortune.

Le déficit budgétaire de la Belgique s'élevait à 5,2% du PIB en 2025, tandis que la dette publique s'établissait à 108,1% du PIB en fin d'année, selon Eurostat. Ces deux ratios étaient nettement supérieurs aux valeurs de référence de l'UE, respectivement de 3% et 60%.

RI

SCIENCES ET HAUTE TECHNOLOGIE

TÉLÉCOMMUNICATIONS

LA CHINE DÉVOILE UNE FIBRE OPTIQUE ULTRA-RAPIDE POUR L'IA ET LA 6G

La Chine a mis au point une nouvelle fibre optique capable de transmettre en quelques secondes un volume colossal de données. Avec un débit équivalant à 20 000 films HD par seconde, une technologie prometteuse qui pourrait répondre aux besoins croissants de l'intelligence artificielle et accompagner le futur déploiement de la 6G.

Par Yakout Abina



La Chine a réalisé une avancée importante dans le domaine des télécommunications. L'entreprise publique China Information and Communication Technologies (CICT) a développé une nouvelle fibre optique capable de transmettre jusqu'à 3,2 pétabits de données par seconde sur une distance de 10,3 kilomètres.

Avec un tel débit, cette technologie atteint des performances particulièrement élevées. À titre de comparaison, cela correspond à environ 20 000 films en haute définition en une seule seconde. Un pétabit équivaut à un million de milliards de bits, ce qui donne une idée de l'ampleur de la performance annoncée par l'entreprise chinoise.Plus impressionnant encore, il serait théoriquement possible de transférer, en une douzaine de minutes, un volume de données comparable à l'ensemble des informations numériques stockées dans le monde en 2007. Pour atteindre ce résultat, la CICT a conçu une fibre optique intégrant 24 cœurs. Dans les réseaux actuels, la plupart des fibres utilisées ne possèdent qu'un seul cœur en verre. Cette différence permet à la nouvelle technologie de faire circuler beaucoup plus de données simultanément dans un même câble. L'exploit réalisé par l'entreprise chinoise ne réside pas uniquement dans le débit atteint. Les 3,2 pétabits par seconde ont été transmis sur une distance de 10,3 kilomètres avec un codage et un décodage du signal effectués en temps réel. Cette précision est importante, car elle rapproche davantage la technologie d'une utilisation concrète dans les réseaux de communication.

La performance reste toutefois inférieure au record établi par l'institut japonais NICT, qui avait réussi à transmettre 22,9 pétabits par seconde sur 13 kilomètres. Néanmoins, cette expérience avait été réalisée hors ligne, sans traitement des données en temps réel. contrairement à la démonstration chinoise.

Au-delà de l'exploit technique, Cette innovation pourrait répondre aux besoins croissants des centres de données utilisés pour l'intelligence artificielle. Avec le développement rapide de l'IA, les entreprises ont besoin d'infrastructures capables de transporter toujours plus de données. Selon les ingénieurs de la CICT, un centre de calcul dédié à l'IA nécessite entre cinq et dix fois plus de fibres optiques qu'un centre de données classique. Cette nouvelle technologie pourrait également jouer un rôle dans l'arrivée de la 6G, attendue autour de 2030. ces futurs réseaux devraient offrir des débits nettement supérieurs à ceux de la 5G et nécessiter des infrastructures capables de transporter des volumes massifs de données avec une faible latence.

La technologie reste toutefois en phase de développement. Les chercheurs devront encore démontrer qu'elle peut maintenir de telles performances sur des distances beaucoup plus longues, adaptées à la couverture de vastes zones urbaines. Malgré ces défis, cette avancée confirme l'intensification de la course mondiale aux infrastructures de télécommunications destinées à soutenir l'IA et les réseaux du futur.

Y.A

GAMME TV DE SAMSUNG

VERS UNE SIMPLIFICATION DES NOMS

QLED, Neo QLED, OLED, Micro RGB… Après des années à multiplier les appellations commerciales, Samsung envisagerait de revoir la présentation de ses téléviseurs haut de gamme. Une simplification bienvenue sur le papier, mais qui pourrait rendre les différences technologiques encore moins évidentes pour les acheteurs.

Et si les noms des téléviseurs Samsung devenaient beaucoup plus simples ? Selon le média sud-coréen ETNews, qui cite plusieurs sources de l'industrie, le fabricant travaillerait à une nouvelle organisation de son catalogue pour 2027.

L'idée serait de ne plus mettre en avant les appellations Neo QLED, OLED ou Micro RGB pour différencier ses téléviseurs, mais de les regrouper sous trois dénominations : AI TV Basic, AI TV Plus et AI TV Ultra. Une approche qui rappelle la hiérarchie des smartphones Galaxy S et qui marquerait une rupture avec la stratégie marketing adoptée depuis des années par Samsung.

Basic, Plus et Ultra : trois noms pour simplifier le catalogue

D'après ETNews, la famille Ultra regrouperait les téléviseurs les plus sophistiqués, notamment certains modèles OLED et Micro RGB. À l'autre extrémité, Basic accueillerait principalement des téléviseurs MiniLED plus accessibles. Le positionnement exact de Plus reste à préciser, tandis que les Crystal UHD d'entrée de gamme resteraient en dehors de cette réorganisation. Ce changement de noms s'inscrirait dans une évolution industrielle plus profonde. Comme nous l'expliquions en septembre sur Clubic, Samsung réduirait fortement sa production de téléviseurs LCD à points quantiques, avec un possible arrêt des Neo QLED à partir de 2028. ETNews évoque désormais une fin de leur production de masse après 2027. La nouvelle nomenclature pourrait ainsi préparer le terrain à la disparition de ces LCD à quantum dots, sans remettre en cause l'OLED, y compris le QD-OLED qui repose pourtant lui aussi sur des points quantiques.

Des noms plus simples, mais des différences toujours importantes

Cette nouvelle classification ne résoudrait pourtant pas toutes les difficultés. Selon une source industrielle citée par ETNews, les futures gammes ne seraient d'ailleurs pas strictement délimitées par les technologies utilisées. Un téléviseur OLED et un modèle LCD à rétroéclairage RGB pourraient ainsi appartenir à la même famille Ultra, tout en présentant des caractéristiques différentes, notamment en matière de contraste, de luminosité ou d'angles de vision. Pour savoir ce que l'on achète réellement, les fiches techniques et les tests resteraient donc indispensables. Derrière cette réorganisation se dessinerait également une stratégie commerciale plus ambitieuse. Toujours selon ETNews, Samsung viserait plus de 40 millions de téléviseurs expédiés en 2027. Des observateurs du secteur évoquent aussi la possibilité de vendre davantage d'appareils avec des marges réduites, puis de développer les revenus issus de services d'intelligence artificielle par abonnement. Une perspective qui reste toutefois hypothétique. Samsung n'a pour l'heure confirmé ni cette nouvelle nomenclature ni son éventuelle application aux marchés européens. Si le projet se concrétise, les acheteurs pourraient bientôt naviguer dans un catalogue aux noms beaucoup plus simples, sans que les différences entre les technologies d'affichage soient devenues moins importantes.

R.S.H.T

GRAND ÉCRAN

LE PREMIER FILM GÉNÉRÉ À 100% PAR IA EST UN BIDE

Les mini-séries générées par IA cumulent des milliards de vues sur Douyin. Transposée au cinéma, la recette s'effondre : le premier long métrage chinois entièrement produit par intelligence artificielle a récolté 1,2 million de yuans en quatre jours.

Sur les téléphones chinois, les images de synthèse font déjà recette : au mois de septembre, les mini-séries générées par IA ont dépassé les 200 milliards de vues sur Douyin, la version locale de TikTok. C'est de ce vivier qu'est sorti Sanxingdui : Future Past, adaptation d'une série courte qui cumule plus de 200 millions de vues depuis juillet 2024. Son univers puise dans les ruines de Sanxingdui, le site archéologique du Sichuan célèbre pour ses masques de bronze. Arrivé sur grand écran le 23 octobre, le premier long métrage chinois entièrement généré par IA n'a pas retrouvé son public.

Dix millions de yuans de budget, un million de recettes

Le studio Bona Film Group, coproducteur de La Bataille du lac Changjin, longtemps plus gros succès du box-office chinois, avait vu grand pour le lancement. Plus de 10 000 séances étaient programmées dès le premier jour, un volume digne d'une superproduction. Les préventes plafonnaient pourtant à 80 000 yuans, autour de 9 700 euros. Après quatre jours d'exploitation, le compteur atteignait péniblement 1,21 million de yuans, près de 145 000 euros.

La facture dépasse les 10 millions de yuans, soit environ 1,2 million d'euros. Près d'une centaine de personnes ont travaillé plus de deux ans sur le projet, générant 1,2 million d'images et plus d'une centaine de versions complètes du film. Le patron du studio, Jiang Defu, reconnaît lui-même un accueil tiède. À l'affiche au même moment, Niu Lai, un film d'animation au style volontairement rudimentaire, cumule de son côté 64,29 millions de yuans de recettes, cinquante fois plus. Les salles chinoises, elles, ne désemplissent donc pas.

Pourquoi le carton du téléphone ne paie pas la salle

L'écart entre les deux écrans tient d'abord au modèle économique. Sur Douyin, les mini-séries générées se consomment gratuitement, par épisodes de quelques minutes, entre deux vidéos. En salle, le même univers réclame un billet, un déplacement et une attention continue, face à un format qui grossit chaque défaut de génération.

Le métrage long expose des visages et des mouvements que la génération d'images peine encore à tenir sur la durée, quand le format court masque les coutures.

Le secteur entier surveillait l'exercice comme un test grandeur nature. La perte sèche approche les 9 millions de yuans si la tendance se confirme. Aux États-Unis, un spécialiste du cinéma chinois prédit déjà qu'elle poussera les candidats au long métrage entièrement généré à y regarder à deux fois. Le film jouera une seconde manche à l'international, avec une sortie prévue en Malaisie le 12 novembre.

R.S.H.T

ENVIRONNEMENT

A LA DÉCOUVERTE DE LA NATURE

LES FORÊTS ET LES SAVANES VUES D'UNE MONTGOLFIÈRE

Et si le safari de demain s'écrivait dans le ciel ? Au cœur du Serengeti, en Tanzanie, les vols en montgolfière offrent une immersion silencieuse dans la savane. Une expérience spectaculaire qui allie émerveillement et respect du vivant. De la beauté de la nature.

Par Chaïmaa Sadou



Le réveil sonne à 3h30. Le 4x4 file dans le noir ; sur la piste surgissent gazelles, impalas, parfois un couple de lions au bord du chemin. Au décollage, une lueur pointe à l'horizon. On sirote un thé au gingembre, on grignote des biscuits en forme de montgolfière, pendant que les enveloppes s'agitent au sol comme de grandes créatures marines.

Depuis la nacelle en osier, le Serengeti se révèle autrement. Ce parc national tanzanien, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, abrite l'une des plus grandes migrations animales de la planète. Chaque année, plus de deux millions de gnous, zèbres et gazelles traversent ses plaines dorées. Observer ce spectacle depuis les airs relève d'une approche environnementale singulière, fondée sur le maintien à distance.

Le décollage a lieu à l'aube, lorsque les vents sont les plus calmes. « La différence entre l'air chaud à l'intérieur du ballon et l'air froid matinal nous confère une portée suffisante », explique Jeff Gilles, pilote expérimenté. Cette technique, inventée par les frères Montgolfier en 1783, demeure d'une étonnante modernité. Silencieuse, la montgolfière dérive au gré des courants, sans bruit de moteur ni poussière. Contrairement aux véhicules terrestres, le ballon survole mares à hippopotames, acacias et troupeaux sans les déranger.

À bord, chaque vol est encadré par des guides formés à la lecture des traces et au comportement animalier. Les opérateurs limitent le nombre de passagers et privilégient les zones déjà fréquentées, afin de réduire le dérangement et le stress. Chaque envolée est précédée d'un briefing sur les distances à respecter et les signes de stress chez les animaux. Une vigilance qui fait désormais partie du protocole de chaque vol. Ce modèle attire des voyageurs en quête d'un tourisme plus doux et plus attentif au vivant. Ces pratiques sont contrôlées par les autorités du parc.

Les lions somnolent à l'ombre d'un acacia, indifférents. Un serval traverse les herbes hautes. « On n'a jamais la garantie d'apercevoir des animaux, prévient Jeff. Quand ça arrive, c'est un bonus. » Cette incertitude rappelle que la faune sauvage n'est pas un spectacle, mais un équilibre fragile. Le champagne servi à l'atterrissage, tradition héritée des premiers aéronautes français, symbolise cette alliance entre aventure et respect de la nature.

Les montgolfières appartiennent peut-être à une autre époque. Aujourd'hui, les drones sillonnent nos écrans, capturant les animaux à distance. Mais la montgolfière, elle, se laisse voir.

Les girafes lèvent la tête, les éléphants barissent. L'émotion naît de cette rencontre. Face à un drone, l'animal ignore. Face à un ballon, il existe.

C.S

LIÈGE

UNE PRODUCTION DE 2473 QUINTAUX EN 2026 À EL TARF

La wilaya d'El Tarf a enregistré une production de 2473 quintaux de liège au titre de la campagne de récolte 2026, a-t-on appris lundi auprès du conservateur des forêts de Abdelaziz Belahdji.

Cette production a été réalisée sur une superficie de 945 hectares, répartie à travers les communes d'El Kala, Hammam Beni Salah, Bouhadjar, Raml Souk, Oued Zitoun, Zitouna et Bougous, a précisé le même responsable dans une déclaration à l'APS.

L'opération de récolte du liège, lancée à la fin du mois de mai dernier, a été confiée à l'Entreprise régionale de génie rural "Babor" (projet d'El Kala), en vertu d'une convention conclue entre la Direction générale des forêts (DGF) et cette entreprise, qui a mobilisé 67 travailleurs saisonniers répartis sur huit (8) chantiers, a ajouté le même responsable. Par ailleurs, la wilaya d'El Tarf a bénéficié, durant la période allant de 2021 à 2025, de la plantation de près de 2 000 hectares de chênes-lièges, de caroubiers et d'eucalyptus, dans le cadre du Programme national de reboisement visant à étendre et à renouveler le couvert forestier, notamment dans les zones touchées par les incendies, a indiqué la même source. A noter que le patrimoine forestier de cette wilaya frontalière couvre une superficie de 179 000 hectares, soit 62 % de la superficie totale de la wilaya. Il est constitué de plusieurs essences forestières, notamment le chêne-liège, le chêne zéen, l'eucalyptus, l'acacia, le pin maritime et le pin pignon.



R.Env

SANTÉ

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

DES DÉGÂTS "IRRÉVERSIBLES" DANS LES PAYS DE GRAND FROID

Dépasser 1,5 C de réchauffement planétaire aura des conséquences "irréversibles" sur les glaciers, la banquise et les surfaces gelées de la Terre, alertent lundi deux rapports de l'ONU, appelant à agir "aussi vite que possible".

Le franchissement du seuil de 1,5 C de réchauffement planétaire par rapport à l'ère pré-industrielle, objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris, "entraînera d'importantes - et souvent irréversibles" conséquences "au sein de la cryosphère et des océans polaires, "c'est-à-dire les régions de la planète caractérisées par la présence de neige, de glace et de sols gelés", indique l'un des rapports. Fonte des glaciers et de la banquise, dégel du permafrost, montée accélérée du niveau des mers : les répercussions seront multiples et augmenteront les risques d'inondations, les dommages économiques et écologiques, ainsi que les pénuries d'eau et les dangers en montagne.

Certains impacts sont déjà visibles, comme la disparition de 20% de la masse glaciaire en Suisse, souligne le rapport. Et même si l'objectif de 1,5 C reste pertinent, il est déjà "trop haut" pour la cryosphère, dont la "température de sécurité" se situe plutôt autour de 1 C, voire en dessous. Le réchauffement planétaire atteint déjà 1,37 C par rapport à l'ère préindustrielle. Et selon le réseau européen Copernicus, le dépassement avéré de 1,5 C pourrait être atteint vers 2030..

R.Env

EPIDÉMIE D'EBOLA

PLUS DE 5.300 MORTS EN AFRIQUE

L'épidémie actuelle d'Ebola en Afrique a fait 5.376 morts, l'immense majorité en République démocratique du Congo (RDC), son épicentre, selon l'agence sanitaire de l'Union africaine (Africa CDC).

"L'épidémie d'Ebola, qui s'est propagée ailleurs sur le continent africain, a fait un total de 5.376 morts, dont 5.372 en RDC, deux en Ouganda et deux au Kenya", a indiqué lundi l'Africa CDC, dans un communiqué transmis aux médias.

Un total de 10.444 cas ont été signalés, pour un taux de létalité supérieur à 50%. Au cours des derniers mois, le virus a plusieurs fois traversé les frontières. En Ouganda voisin, 20 cas dont deux décès ont été signalés avant que l'épidémie ne soit déclarée éradiquée du territoire en août. Et en octobre, neuf cas dont deux décès ont été recensés au Kenya.

L'épidémie actuelle est causée par la souche Bundibugyo du virus à maladie Ebola, contre laquelle il n'existe aucun vaccin ni traitement homologués à ce jour.

Des premières doses du vaccin Ervebo, dont l'efficacité est prouvée sur la souche Zaïre - la plus fréquemment rencontrée lors des précédentes épidémies - ont été administrées ces dernières semaines en RDC à des volontaires dans le cadre d'un essai clinique.

R.Env

ACTUALITÉS SOCIO-CULTURELLES

COLLOQUE SUR UN SUJET D'ACTUALITÉ

DISCOURS RELIGIEUX ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE ET DES FLÉAUX SOCIAUX

Les travaux du 36e Colloque annuel consacré à l'érudit Cheikh Abdelkader Ben Mohamed se poursuivent à Foggaret-Ezzoua, dans la wilaya d'In-Salah. Cette rencontre a pour thème « Rôle du discours religieux dans la prévention de la violence et des fléaux sociaux ». Elle réunit des érudits, des imams et des universitaires venus de différentes wilayas du pays.



Par Saïd Slimani

Les participants ont abordé plusieurs sujets liés à la religion et à son rôle dans le bon comportement des personnes et l'orientation de la vie sociale. Ils ont aussi parlé des caractéristiques d'un discours religieux modéré et de son importance pour préserver et renforcer la cohésion sociale et l'esprit patriotique.

Dans ce cadre, une communication a été présentée sur le juste milieu dans l'élaboration d'un discours religieux modéré. Ce discours doit tenir compte des spécificités de la société et aider les individus à adopter des comportements vertueux, loin de l'extrémisme.

Il a également été souligné l'importance de mobiliser le discours religieux pour orienter et sensibiliser, ainsi que pour promouvoir les valeurs de tolérance et de coexistence.

La communication a aussi abordé l'importance de renforcer la conscience nationale et d'encourager les initiatives positives pour lutter contre les fléaux sociaux. Elle a mis en avant le rôle de sensibilisation et d'orientation des porteurs du discours religieux dans la prévention de la violence et des maux sociaux, en identifiant leurs causes et en contribuant à la recherche de solutions appropriées.

Les travaux du colloque se poursuivent avec des débats sur la réalité du discours religieux et les perspectives de son développement, ainsi que sur l'impact de l'éducation spirituelle dans la formation d'une génération imprégnée des valeurs nationales incarnées par la génération de Novembre.

Organisé par l'association de la Zaouïa de Cheikh Abdelkader Ben Mohamed, ce colloque annuel est un espace d'échange de connaissances et d'expériences. Il représente aussi une occasion de renouveler le débat sur les moyens de renforcer le rôle des institutions religieuses dans la diffusion des valeurs de modération et du juste milieu, ainsi que dans l'ancrage de la conscience collective. Il contribue ainsi à préserver le tissu social et à prévenir les différents fléaux.

S.S

LES SCOUTS MUSULMANS ALGÉRIENS LANCENT LEUR SAISON 2026-2027

AVEC L'AMBITION DE FORMER PLUS DE 5 000 ADHÉRENTS

Le commissariat de la wilaya d'Oran des Scouts musulmans algériens (SMA) a organisé dimanche la cérémonie d'ouverture de la saison scoute 2026-2027. Cette cérémonie coïncidait avec la célébration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale. Elle s'est déroulée dans une ambiance festive, marquée notamment par un hommage rendu aux scouts les plus méritants et aux partenaires qui ont soutenu le mouvement scout.

Cette rencontre représente « un renouvellement de l'engagement et un départ fort pour une nouvelle saison scoute », a indiqué le commissaire de wilaya des Scouts musulmans algériens à Oran, Omar Kacemi, dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie d'ouverture. Les responsables veulent faire de cette saison une année d'excellence, grâce à des programmes variés et à l'élargissement de la base des adhérents.

Le responsable a précisé que le commissariat de wilaya souhaite, au cours de cette nouvelle saison scoute, encadrer plus de 5 000 adhérents et créer cinq nouvelles unités scoutes dans les communes de la wilaya, notamment dans la commune d'Oran.

Il a également indiqué que le commissariat prépare l'organisation d'un stage du « Badge de bois », considéré comme la plus haute distinction et certification en matière de leadership attribuée aux responsables scouts. Cette formation vise à préparer des cadres qualifiés, selon des normes élevées de qualité dans le domaine éducatif et scout. Elle permettra de former plus de 50 responsables scouts chargés de l'encadrement des adhérents.

Concernant le bilan de la saison scoute écoulée, l'intervenant a fait état d'un chiffre record, jamais atteint depuis plusieurs années, avec plus de 3 100 adhérents encadrés, répartis sur près de 40 unités scoutes à travers le territoire de la wilaya. Ce bilan comprend l'organisation de divers programmes éducatifs et scouts, notamment des camps d'été, de printemps et d'hiver, ainsi que des camps destinés aux responsables scouts, en plus des sessions de formation et des activités inscrites dans le cadre du service communautaire. Le même responsable a également évoqué plusieurs activités, parmi lesquelles l'initiative « Ramadhan El Kheir » (Ramadhan de la solidarité), la campagne de collecte de cahiers organisée en coordination avec la direction de l'Éducation, ainsi que la tenue de conférences et de rencontres et la participation aux actions annuelles de bénévolat.

Il a également cité l'organisation de la Journée nationale des Scouts musulmans algériens, placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que le soutien apporté aux wilayas touchées par les récents incendies.

Ces initiatives constituent, selon lui, un « modèle » du rôle social et fédérateur du mouvement scout, de sa contribution à l'éducation des générations, au service de la nation et à l'inculcation des valeurs éducatives. Le programme de la cérémonie d'ouverture a également comporté une remise de distinctions aux partenaires ayant soutenu le mouvement scout durant l'année écoulée, notamment des entreprises économiques et des organismes exécutifs de la wilaya d'Oran. Des scouts ayant obtenu d'excellents résultats dans les domaines scout et scolaire ont également été honorés.

S.S

MÉDIAS ET VIOLENCE

L'UNESCO ALERTE SUR LA HAUSSE DE L'IMPUNITÉ DES MEURTRES DE JOURNALISTES

L'impunité des meurtres de journalistes est en hausse pour la première fois depuis 2012, alerte l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans un rapport publié lundi, à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour ces crimes.

Cette année, "le taux global d'impunité pour les assassinats de journalistes a augmenté d'un point de pourcentage pour atteindre 86%", est-il exposé dans le rapport.

Depuis 2012, ce taux n'avait cessé de diminuer, passant de son niveau record de 95% à 85% en 2024.

Le taux d'impunité recouvre les meurtres dont les enquêtes n'ont pas abouti ou sont toujours en cours. Six auteurs de meurtres de journalistes sur sept échappent ainsi à la justice.

"Les enquêtes et les poursuites judiciaires concernant les assassinats de journalistes dans les zones de guerre restent particulièrement insuffisantes", a souligné devant la presse Mariya Gabriel, sous-directrice générale pour la communication et l'information à l'UNESCO.

Elle précise que l'organisation internationale "n'est pas une cour de justice" mais elle fait "pression pour que justice soit rendue".

Le rapport, publié tous les deux ans, dénombre 189 journalistes, professionnels des médias et créateurs de contenu sur les réseaux sociaux exerçant une activité journalistique tués en 2024 et 2025, dont 14 femmes.

C'est la période de deux ans la plus mortifère pour des journalistes depuis dix ans.

Les deux tiers d'entre eux (67%) ont été tués dans des zones de conflit, notamment en Palestine.

Par ailleurs, l'organisation souligne que les journalistes continuent d'être tués chez eux ou en portant un gilet indiquant leur profession.

Au total, 1.641 journalistes ont été tués dans le monde depuis 2006, date à laquelle l'UNESCO a commencé son suivi. Cela représente un décès tous les quatre jours, en moyenne.

Certains chiffres rapportés par l'UNESCO dans ce rapport diffèrent de ceux publiés par le Comité pour la protection des journalistes ou Reporters sans frontières.

L'UNESCO explique ces différences par "les circonstances d'un décès parfois difficiles à évaluer en raison de l'évolution constante des conflits".

R.S

ACTUALITÉS SPORTIVES

INFRASTRUCTURES SPORTIVES

LE CENTRE DE RE-

FULL-CONTACT ET DE NUNCHAKU/CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE

DOMINATION DES ATHLÈTES DE RELIZANE

Les athlètes, filles et garçons, de la Ligue de Relizane ont dominé les épreuves du Championnat d'Algérie de full-contact et de combat rapproché, toutes catégories confondues, clôturé dimanche soir à la salle omnisports du complexe sportif Commandant Ferradj de Mostaganem.

Les représentants de Relizane se sont particulièrement illustrés lors des finales, en décrochant un grand nombre de médailles d'or dans les différentes catégories, devant leurs homologues des Ligues d'Aïn Defla et de Souk Ahras.

Selon le président du comité national de nunchaku, de full-contact et de combat rapproché, Benmekadem Larbi, "cette compétition a été d'un niveau technique élevé chez les seniors et les juniors, et prometteur chez les cadets et les minimes".

Cette manifestation sportive de deux jours, organisée par la Fédération algérienne des arts martiaux, en collaboration avec la Ligue de wilaya de Mostaganem, s'inscrit dans le cadre des festivités commémorant le 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale.

Elle a enregistré la participation de 300 athlètes, toutes catégories confondues, représentant 15 Ligues de wilaya du pays.

RS



JUDO /TOURNOI INTERNATIONAL

LE CLUB OULED EL BAHIA D'ORAN DECROCHE QUATRE MEDAILLES EN TUNISIE

Les judokas du club Ouled El Bahia d'Oran ont remporté quatre médailles, une en or, une en argent et deux en bronze, lors de leur participation au Tournoi international de judo organisé à Sousse, en Tunisie les 30 et 31 octobre dernier, a indiqué dimanche le club.

La médaille d'or a été décrochée par Hamza Ould Ferrouk dans la catégorie des moins de 81 kg, tandis que son coéquipier Abderrahim Taleb s'est adjugé la médaille d'argent dans la catégorie des moins de 73 kg.

Les deux médailles de bronze sont revenues respectivement à Nourredine El Bachir, dans la catégorie des moins de 60 kg, et à Mohamed Feradj, dans celle des moins de 66 kg.

Ces résultats s'inscrivent dans la dynamique ascendante que connaît le club Ouled El Bahia qui, malgré sa création récente, a progressivement réussi à s'imposer parmi les clubs de l'élite du judo, aux niveaux national et international, grâce aux performances réalisées lors des différentes compétitions et manifestations sportives.

Au cours des dernières années, le club a également contribué à renforcer les rangs des sélections nationales en fournissant des judokas issus de différentes catégories d'âge. Une démarche qui témoigne de ses capacités à former de jeunes talents et à développer leurs aptitudes techniques et compétitives, tout en contribuant à l'enrichissement du réservoir de l'élite du judo algérien.

Le club figure désormais parmi les formations algériennes qui se distinguent sur la scène nationale et internationale, à travers les titres remportés et les nombreuses médailles obtenues. Il s'appuie notamment sur un effectif composé de judokas aux qualités techniques appréciables, à l'image du champion d'Afrique Driss Messaoud, qui compte parmi les figures marquantes du judo algérien.

RS

JOJ-2026/DAKAR/NATATION

L'ALGÉRIEN SALAH EDDINE TURKI QUALIFIÉ EN FINALE DU 100M

Le nageur algérien Salah Eddine Turki s'est qualifié pour la finale de l'épreuve du 100 mètres nage libre, lors des compétitions des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) qui se déroulent actuellement à Dakar, au Sénégal. Le représentant algérien a décroché son billet pour la finale après avoir pris la cinquième place des séries éliminatoires, enregistrant un chrono de 51.20 secondes.

La finale aura lieu ce lundi à partir de 16h03 (heure algérienne). Dimanche, l'Algérien avait atteint la finale du 100 mètres papillon en décrochant la 8e place avec un chrono de 25.76. La médaille d'or de l'épreuve est revenue à l'Egyptien Ali Zain. L'Algérie prend part aux Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) de Dakar 2026 (du 31 octobre au 13 novembre) avec une délégation de 41 athlètes (20 garçons et 21 filles), encadrés par un staff de 72 membres.

RS

JOJ-2026

LA JUDOKATE ALGÉRIENNE DOUNIA BERHOUAL SE HISSE EN DEMI-FINALE À DAKAR

La judokate algérienne Dounia Berhoual s'est qualifiée pour les demi-finales des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) à Dakar, après sa victoire éclatante en quart de finale face à son homologue tunisienne, Benslimane Ranim (10-0). L'Algérienne a survolé les premiers tours de la compétition. En huitième de finale, elle s'est imposée par Ippon face à la représentante du Malawi, Mtukula Happiness. Elle a ensuite confirmé sa supériorité en quart de finale en dominant nettement la championne tunisienne sur le score de 10 à 0. En demi-finale, Dounia Berhoual affrontera la championne indienne, Darjada Khushbu Rajakbhai, avec l'ambition de décrocher une place en finale et de viser l'or olympique. L'Algérie est engagée avec une délégation totale de 41 athlètes à ces Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) Dakar 2026.

RS

PUBLICITE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE LA SANTE ,

Wilaya de Bordj Bou Arreridj
EPH Ras El Oued
NIS : 000734029010942

Appel d'offres ouvert
avec exigence de capacités minimales
N°ه.ا./2026

L'E.P.H de Ras El Oued Lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour l'acquisition du matériel médical, et accessoires médico-chirurgicales et Dispositifs médicaux destinés au diagnostic l'année **2026** repartis en lots comme suit :

- **LOT № 01 : Equipements de bloc opératoire**
- **LOT № 02 : Equipements d'anesthésie**
- **LOT № 03 : Equipements de Dispositifs médicaux destinés au diagnostic, à la prévention et au traitement**
- **LOT № 04 : Equipements d' hygiène hospitalier**
- **LOT № 05 : Acquisition matériel d'exploration médicale**
- **LOT № 06 : Acquisition d'une armoire de traitement d'air (STERIBLOC)**
- **LOT № 07 : Acquisition de procto laser**
- **LOT № 08 : Accessoires médico-chirurgicales**
- **LOT № 09 : Acquisition de table de radiologie.**

- **Conditions d'éligibilité** : Le présent appel d'offres est destiné aux entreprises industrielles et commerciales dont le registre du commerce comporte une activité liée à la production, à l'importation, à la commercialisation ou à la distribution, en gros ou au détail, des équipements requis dans le domaine des matériels définis dans les lots susmentionnés, à condition que ces entreprises soient agréées par les autorités compétentes.
- **- Capacités techniques** : Avoir réalisé une (01) prestation de fourniture similaire au cours des cinq (05) dernières années (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025), conformément aux lots susmentionnés, justifiée par des attestations de bonne exécution délivrées par des services contractants publics, précisant l'objet, la date et le montant, pour un montant minimal de 5 000 000 DA.
- **- Agrément** : Une attestation d'agrément délivrée par les autorités compétentes.
- **- Capacités financières** :
- Le candidat doit justifier d'un chiffre d'affaires annuel moyen minimal, calculé sur les trois (03) exercices 2023, 2024 et 2025, de **10 000 000.00 DA** pour les lots n° 01, 02,03,04, 05, 06, 07, 08 et 09.
- Les entreprises fabricantes ne sont pas concernées par le chiffre d'affaires.
- **Présentation des offres** : les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et l'offre financière comportant les documents cites à l'article 08 du cahier des charges, elles sont insères dans des enveloppes séparés et cachetés suivant la forme cité au même article.
- Paiement de la somme de : trois mille dinars (3000 DA).Auprès de la trésorier municipal De Ras El Oued.
- **La durée de préparation** des offres est fixée à **dix 10 Jours** à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel à la concurrence dans le (BOMOP), la presse ou le portail des marches publics.
- Les soumissionnaires peuvent participer à un (01 lot) ou plusieurs lots.
- **le dépôt des offres** aura lieu à l'établissement le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres jusqu'à a**13h30m.**Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
- **L'ouverture des plis** se tiendra le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00.
- Les soumissionnaires sont invités à participer à la séance d'ouverture des plis.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée de 90 JOURS + le délai de préparation des offres (10 jours)

ACTUALITÉS SOCIOCULTURELLES

7e ART ET MÉMOIRE NATIONALE

LE CINÉMA ALGÉRIEN, UNE ARME AU SERVICE DE LA MÉMOIRE DE LA RÉVOLUTION

Le cinéma algérien, né au cœur même de la lutte armée pour l'indépendance de l'Algérie, a été conçu non seulement comme un art, mais aussi comme une arme politique contribuant à faire connaître la cause nationale à l'international et à documenter les réalités du terrain. Après la guerre, le septième art s'est donné pour mission le devoir de mémoire et la transmission de l'histoire de la Révolution.

Par Malika Azeb

La naissance et l'évolution de cet art durant la guerre de Libération nationale ont été au centre des débats lors d'une conférence animée dimanche dernier par l'écrivain Abdelkrim Tazaroute, dans le cadre de la 5e édition de la manifestation Ciné-Cirta, organisée sous le slogan « Le cinéma amateur : l'autre mémoire du cinéma algérien », inaugurée samedi soir à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la Révolution de Libération nationale.

Le conférencier a mis en avant le rôle du cinéma dans la préservation



et la transmission de la mémoire nationale, tout en rappelant que la production cinématographique algérienne avait commencé à prendre forme durant la lutte armée pour l'indépendance du pays, à travers des productions documentaires destinées notamment à témoigner des réalités du combat libérateur et à faire connaître la cause algérienne. M. Tazaroute a, lors de cette rencontre, évoqué le court métrage « Yasmina », réalisé en 1961, en pleine guerre, par Djamel Chanderli et Mohamed Lakhdar Hamina, ainsi que le parcours de Jacques Charby et sa contribution au cinéma engagé en faveur de la cause nationale algérienne. Il est également revenu sur plusieurs autres productions emblématiques du cinéma national, à l'instar des films « Le Vent des Aurès », « L'Opium et le bâton », « Patrouille à l'Est » et « La Bataille d'Alger », qui ont immortalisé les différentes facettes de la lutte pour l'indépendance et ses profondes répercussions humaines et sociales. En ce qui concerne la portée historique et culturelle du septième art, l'intervenant a considéré que le « cinéma est un repère et le miroir de nos gloires », estimant que chaque production cinématographique constitue, au-delà de sa dimension artistique, un référent susceptible d'alimenter la recherche, les études et le travail de mémoire. La rencontre a permis de mettre en relief l'importance du patrimoine cinématographique algérien en tant que support de transmission de l'histoire nationale aux nouvelles générations et comme espace de réflexion sur les événements qui ont marqué le parcours du peuple algérien. Dans le cadre de cet événement, qui se poursuivra jusqu'au 4 novembre, le film documentaire « Les Cinéastes de la liberté », de Saïd Mehdaoui, a été projeté.

M.A

1RE ÉDITION DES JOURNÉES INTERNATIONALES DU CINÉMA CONTEMPORAIN D'ALGÉRIE

DES ATELIERS DE FORMATION AU PROFIT DE 80 JEUNES

Les travaux des ateliers de formation accompagnant la 1e édition des Journées internationales du cinéma contemporain d'Algérie ont débuté dimanche au Théâtre régional de la ville d'El Eulma (à l'est de Sétif), dans le cadre de cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 4 novembre, avec la participation de 80 jeunes.

Il s'agit de quatre ateliers de formation portant sur "le scénario", "l'interprétation cinématographique", "l'assistanat à la réalisation" et "la prise de son", au profit de 80 jeunes issus de plusieurs wilayas du pays, qui recevront des cours théoriques et pratiques dispensés par des experts du domaine cinématographique tout au long de la manifestation, a indiqué le commissaire de cet événement, Amine Bouzerara, à l'APS.

Le même responsable a ajouté que l'ensemble des participants aux ateliers de formations est constitué de jeunes talents, notamment des étudiants de l'Institut national supérieur du cinéma de Koléa (wilaya de Tipasa), ainsi que des passionnés autodidactes désireux de développer et d'enrichir leurs créations artistiques.

Il a précisé que ces ateliers sont encadrés par des experts reconnus : l'atelier "Scénario" est supervisé par le conseiller à l'Institut supérieur du cinéma, Bachir Ben Salem, l'atelier "Interprétation" a été confié aux acteurs Mahfoud Berkan et Ali Namous, l'atelier "Assistant réalisateur" au réalisateur Nazim Larabi, et l'atelier "Technicien de la prise de son" à l'ingénieur du son Kamel Mekesser.

De son côté, l'universitaire chargé de l'encadrement de l'atelier du scénario, Bachir Ben Salem, a indiqué que les participants à cet atelier recevront, au cours de quatre séances, les principes fondamentaux de l'écriture scénaristique, notamment l'élaboration de l'idée et du thème du film, la construction des personnages, leur évolution ainsi que la structure dramatique.

Il a ajouté que l'objectif de ces ateliers est de permettre aux participants de traduire leurs idées en textes cinématographiques exploitables visuellement, de découvrir et de développer les talents, et de leur enseigner l'art de construire une histoire et une scène, ainsi que la rédaction de descriptions visuelles et sonores selon les normes du scénario cinématographique.

Pour sa part, le spécialiste Mahfoud Berkan, diplômé de l'Institut national supérieur des arts dramatiques de Bordj El Kiffan et superviseur de l'atelier d'interprétation, a souligné que l'accent sera mis, durant la formation, sur la distinction entre le jeu théâtral et le jeu cinématographique, précisant que cet atelier est davantage pratique qu'académique.

Il convient de noter que le deuxième jour de cette première édition des Journées internationales du cinéma contemporain sera marqué par le lancement de la compétition officielle des courts métrages pour l'attribution des boucliers d'or, d'argent et de bronze.

La soirée de dimanche est marquée par la projection de 10 films en lice dans le cadre de la compétition officielle dont "La victime zéro" (Algérie), "La Terre du corbeau" (Irak) et "Demi-âme" (Tunisie).

Pour rappel, cette manifestation culturelle est organisée par la coopérative culturelle "Khiam Semiramis" de la ville d'El Eulma, sous le patronage de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, et sous l'égide du wali de Sétif, Mustapha Limani, ainsi que de la Direction de la culture et des arts de la wilaya.

Elle se tient sous le slogan "Quand l'image prend la parole", à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale.

R.C

JOURNÉES ALGÉRIENNES DU CINÉMA CONTEMPORAIN À EL EULMA

LANCEMENT DE LA COMPÉTITION AVEC 30 COURTS-MÉTRAGES EN LICE

Le coup d'envoi de la compétition officielle entre 30 courts-métrages produits dans 13 pays a été donné dimanche soir au théâtre régional d'El Eulma (Sétif) au second jour des Journées algériennes du cinéma contemporain.

Les courts-métrages en lice varient entre drame intense, comédie, documentaires inspirants, films sociaux et de fiction, reflétant l'expérience cinématographique de nombreux réalisateurs et acteurs d'Algérie, et de plusieurs autres pays dont la République arabe sahraouie démocratique, la Palestine, le Yémen, Oman, la Jordanie, d'Egypte, la Tunisie, l'Irak, les Pays-Bas, l'Espagne et la Syrie.

Dans le cadre de la première journée de compétition de cet événement culturel organisé à l'initiative de la coopérative culturelle «Khayam Semiramis» d'El Eulma, sous le slogan «Quand l'image parle», ce ne sont pas moins de 10 courts-métrages d'une durée de 8 à 30 minutes qui ont été programmés, parmi lesquels «La victime zéro» du réalisateur algérien Amin Benthamer, ''La terre du corbeau» de l'irakien Mohamed Derbedkhani, «Un nouveau chemin» d'Adel Khodir (Egypte) et «A moitié d'âme» du réalisateur tunisien Marouane Trabelsi.

Un jury spécialisé composé de l'actrice et réalisatrice Nassima Louail (présidente), du réalisateur Chihab Saada, ainsi que du réalisateur et critique Adel Mohsen, évaluera les films en compétition et désignera les gagnants de cet événement artistique en récompensant les meilleures œuvres complètes et en décernant les trois trophées (or, argent et bronze).

La présidente du jury a déclaré à l'APS que le jury a adopté une méthodologie commune pour évaluer les films, basée sur l'étude des différents éléments artistiques et cinématographiques de l'œuvre, à partir du titre et du scénario, en passant par le langage cinématographique, la prise de vue, l'éclairage, le jeu d'acteur, le montage, ainsi que les effets visuels et la correction des couleurs.

De son côté, le commissaire de cette manifestation artistique, Amine Bouzerara, a rappelé que cet événement culturel, organisé dans le cadre de commémoration du 72e anniversaire de la Révolution de libération, est «un espace de compétition et d'échange d'expériences entre créateurs et professionnels du domaine cinématographique, en plus de constituer une opportunité de découverte de jeunes talents qu'il s'agira d'encourager».

Les journées algériennes du cinéma contemporain, qui se poursuivront jusqu'au 4 novembre, donneront également lieu, en parallèle, des projections de quatre longs métrages algériens : «168 mètres/Algiers» de Chakib Taleb Bendiab, «Hadda» d'Ahmed Riad, «Halim Erraâd» de Mohamed Benabdallah et «Tayara Safra» (l'avion jaune) de Hadjer Sebata.

R.C

DES FAITS ET DES VÉRITÉS...

LA PROPOSITION DE LA RUSSIE À L'OCCIDENT

SOIT NOUS GAGNONS SOIT C'EST LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE

(2/2)

Le hub portuaire d'Odessa traite normalement 90% des exportations agricoles de l'Ukraine, et le blocus aérien de la Russie pourrait coûter à l'Ukraine jusqu'à 1,5% du PIB. Poutine était critiqué par les partisans russes de la ligne dure pour ne pas avoir fortement ciblé Odessa, mais l'offensive des drones en Ukraine lui a donné la justification de mettre ce centre vital dans l'étau et de rendre le pays fonctionnellement enclavé.

Par Shane Fitzgerald
In mondialisation.ca

Il y a une deuxième raison, qui va au-delà d'Odessa à l'ensemble de l'Ukraine et à la réponse de Poutine au gambit de Zelensky : alors que l'Ukraine amenait le combat au plus profond du territoire russe avec ses légions de drones implacables, elle devenait une maison de verre avec ses défenses aériennes en ruine et la simple raison qu'elle n'en a plus.

Kommersant a calculé que la Russie a intercepté un nombre record de 18 200 drones en août et 14 700 en septembre, ce qui atteste de la vaste échelle de la pression ukrainienne, mais l'Ukraine était en possession de si peu d'intercepteurs, comme le système Patriot, qu'elle n'a pas été en mesure d'abattre la grande majorité des missiles VSRF. En fait, les autorités ukrainiennes ont cessé de rendre compte des interceptions vers le 11 août, à la suite d'une nuit où aucun des 28 missiles balistiques utilisés pour lui tirer dessus n'a été intercepté.

La réponse de la Russie s'est intensifiée et est devenue plus systématique vers la fin du mois de septembre, à la suite de l'augmentation du nombre de morts civiles – 201 en juillet et 231 en août – et des dégâts considérables causés à des dizaines d'entrepôts appartenant à Wildberries, Ozon et d'autres. La raffinerie de pétrole stratégiquement importante de Kapotnya à Moscou a également été lourdement endommagée lors du plus grand assaut de drones à ce jour, le 20 septembre. Le 3 octobre, le mot « vozmezdie » est apparu au premier plan en tant que cadre du gouvernement russe pour ce qu'il allait maintenant faire et pourquoi. Le mot comporte des nuances de représailles, de rétribution, de remboursement et de compte à rendre. Le même jour, Zelensky annonçait une intensification des frappes contre toutes les raffineries en réponse.

Le 4, la Russie a répondu en utilisant le même mot et a annoncé un ciblage systématique des installations et infrastructures militaro-industrielles de l'Ukraine. Elles ont ensuite été élargies pour inclure le réseau énergétique ukrainien. En conséquence, la Russie a considérablement intensifié son bombardement systématique des infrastructures énergétiques, industrielles et de transport de l'Ukraine, lançant des vagues successives de missiles balistiques et de croisière aux côtés de centaines de drones. Le 30 septembre, Kiev a subi plus de 20 heures d'alertes de raids aériens alors que des frappes détruisaient les principales installations énergétiques et provoquaient des pannes d'urgence. Le 8 octobre, une grande partie de la capitale a été plongée dans l'obscurité, des coupures d'électricité perturbant l'approvisionnement en eau et entraînant même l'arrêt temporaire du métro.

Tout cela a atteint un autre sommet dans la nuit du 13 au 14 octobre, lorsque la Russie a lancé 39 missiles et 128 drones, principalement contre Kiev et Kharkov et leurs régions environnantes. Les autorités ukrainiennes ont déclaré que seulement quatre missiles avaient été interceptés, des dizaines d'installations énergétiques endommagées et 600 000 personnes privées d'électricité. Avec son système énergétique malmené, ses infrastructures vitales gravement endommagées et sa capacité à repousser les attaques russes diminuant, l'Ukraine se trouve dans une position extrêmement précaire alors que l'hiver s'installe.

Entrons dans la phase finale

Maintenant, enfin, nous arrivons à la fin de la partie. Maintenant, nous arrivons à l'acte culminant car il n'y a plus nulle part où aller. C'est soit la paix, quelle que soit la forme qu'elle prenne et aussi difficile qu'elle soit à atteindre, soit c'est une confrontation totale et une guerre directe, qui est la TROISIÈME Guerre mondiale.

L'Ukraine approche du point de rupture et Kiev est presque à genoux. Nous n'avons même pas parlé des véritables théâtres de guerre – le front oriental de Donetsk et de Lougansk, et le front sud de Kherson et de Zaporozhzhia – où l'armée russe continue de broyer lentement mais régulièrement le front ukrainien. C'est là que la plupart des questions seront finalement tranchées. L'Ukraine est submergée de tous côtés – terre, mer et air.

La capacité de l'Ukraine à retenir la Russie sur le champ de bataille a été admirable, mais la marche se déplace inéluctablement dans une seule direction. Bankova peut faire exploser le territoire russe avec autant de milliers de drones qu'elle le souhaite, cela signifie simplement qu'elle sera frappée d'autant plus durement à la maison. Zelenskiy veut 300 intercepteurs Patriot d'Europe pour passer l'hiver. L'Europe est loin d'avoir la capacité de les offrir ou de les produire, mais même si elle le pouvait, qu'est-ce que cela changerait et à quel prix humain ? Nous arriverions juste à la même destination avec l'Ukraine dans une position encore pire. Il est temps pour les puissances atlantistes d'abattre les cartes ou de se coucher.

S.F

L'EUROPE ET LES ÉTATS-UNIS

LA CONFIANCE PERDUE, L'AUTONOMIE INTROUVABLE

Par Alexandre Lemoine
In mondialisation.ca

La cote de sympathie envers les États-Unis s'est effondrée parmi la population européenne, affirment les sociologues: 58% des habitants des pays de l'UE ne les considèrent plus comme un allié fiable, et 73% estiment que l'Union européenne doit suivre sa propre voie. Les dirigeants semblent entendre leur population et appellent à la même chose. Mais ce n'est qu'une énième farce.

L'Union européenne et les États-Unis rompent ostensiblement leurs relations depuis plusieurs mois. Les dirigeants politiques le disent, les sondages d'opinion et les documents programmatiques le confirment.

La question est de savoir dans quelle mesure le ressenti collectif et les déclarations retentissantes correspondent à la réalité. Dans quelle mesure les discours européens sur la souveraineté concordent avec leur véritable volonté de devenir indépendants. On pourrait croire que la société a déjà tranché cette question. Selon une étude de la Fondation Bertelsmann, seuls 42% des citoyens de l'UE considèrent les États-Unis comme un partenaire fiable (pas même un allié). En France et en Allemagne (les deux pays leaders de l'Union européenne), les chiffres sont inférieurs à la moyenne européenne, 39% et 27% respectivement. Les Allemands ont manifestement fini par comprendre dans quoi les Américains les avaient entraînés en 2022.

Quant à la perception des États-Unis en tant qu'allié, un sondage du Conseil européen pour les relations internationales, réalisé au milieu de l'année, a montré un tableau encore plus sombre: seuls 11% des personnes interrogées croient à une relation d'alliance avec les États-Unis. Dans le même temps, 25% qualifiaient l'Amérique de rival, voire d'adversaire.

Le principal responsable de ce « retournement » est désigné: Donald Trump. L'actuel président et le vice-président des États-Unis ne ménagent effectivement pas l'UE. Non seulement ils ignorent les intérêts européens, mais ils humilient les dirigeants européens.

Cependant, Trump n'a été qu'un catalyseur. Les intérêts des États-Unis et de l'UE, économiques, politiques et même en matière de valeurs, ont divergé depuis longtemps, et Washington fait preuve d'égoïsme en politique étrangère depuis plus de 20 ans, depuis la campagne irakienne de George W. Bush. Un élément clé a disparu dans les relations entre les États-Unis et l'UE: la confiance. C'est la composante essentielle des alliances internationales et des systèmes de gouvernance à grande échelle. L'absence de confiance dévalue tous les aspects des relations, sape la crédibilité du système et finit par le rendre obsolète.

La confiance a disparu, notamment grâce à l'actuel locataire de la Maison Blanche, qui a ignoré les intérêts européens sur une question existentielle pour Bruxelles. « Donald Trump a trahi l'Ukraine… Les dirigeants européens ne peuvent plus faire confiance à un seul mot venant de Washington », s'indigne le quotidien britannique The Guardian.

Le président américain déclare sans détour que si l'Europe ne revient pas à un cap raisonnable, ne renonce pas à sa politique de gauche insensée, ne ferme pas ses frontières et n'expulse pas les migrants, les États-Unis se mettront en retrait et envisageront l'avenir seuls. « Nous soutenons l'Europe malgré ses défauts, ses faiblesses et sa perte de cap, espérons-le, temporaire. Mais s'ils ne retrouvent pas leur voie prochainement, nous n'aurons d'autre choix que de partir« , a déclaré Trump lors d'un discours devant ses partisans dans le Kansas.

Sans surprise, 73% des personnes interrogées dans le cadre du sondage de la Fondation Bertelsmann estiment qu'il est temps pour l'Europe de prendre ses distances avec les États-Unis et de suivre sa propre voie.

On pourrait croire que les élites européennes ont agi en conséquence. Elles ont par exemple reconnu que contrairement à la croyance populaire, en cas de guerre de l'Europe contre la Russie, par exemple, les États-Unis ne viendraient pas nécessairement au secours des Européens. Tout simplement parce qu'ils n'y sont pas obligés.

L'article 5 de l'Otan prévoit l'ouverture de consultations, et non l'entrée automatique dans le conflit avec toutes ses forces. On peut se contenter d'une aide militaire, financière ou diplomatique, voire rester totalement à l'écart. C'est pourquoi la France, qui propose d'étendre son parapluie nucléaire (bien plus modeste que celui des États-Unis, seulement 290 ogives) à d'autres pays, reçoit leur approbation. C'est pourquoi, sous la direction avisée d'Ursula von der Leyen (ancienne ministre de la Défense allemande), la Commission européenne tente de créer une armée européenne unifiée. Le noyau en est ce que l'on appelle les forces de la Coalition des volontaires, avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, qui ont créé un état-major sous le commandement d'un général britannique, avec un budget de 200 millions d'euros par an. Ils mènent actuellement des exercices en Lettonie, après avoir conduit en Allemagne les plus grands exercices aériens depuis la Seconde Guerre mondiale. Le principal problème de cette coalition réside dans son inconsistance. « Les Européens tentent actuellement de construire leur propre structure de défense indépendamment des Américains. Mais le dernier rapport du commandant suprême des forces de l'Otan, le général Alexus Grynkewich, daté du 12 octobre, indique qu'ils élaborent pour l'instant une stratégie de défense commune, celle de l'Otan dans son ensemble, et que les Américains y participent », poursuit l'expert. Cela s'explique par le fait que toute une série de segments militaires de haute technologie cruciaux se trouvent sous le contrôle total des États-Unis. L'autonomie en matière de sécurité est toujours une tentative de prendre ses désirs pour la réalité. Or la réalité est que les Américains parviennent à prendre le contrôle de tous les domaines clés dont dépendra la sécurité euro-atlantique à l'avenir. En théorie, l'Europe pourrait créer ses propres outils de haute technologie et moderniser son complexe militaro-industriel, les compétences ne manquant pas. Mais cela nécessite des sommes colossales, et la majorité des habitants des pays de l'UE (ceux-là mêmes qui prônent la nécessité de « suivre leur propre voie ») ne sont pas prêts à accepter des coupes dans les dépenses sociales au profit de l'augmentation des dépenses de défense. Le choix géopolitique est tout aussi compliqué. Grâce à l'alliance avec les États-Unis, les pays européens en déclin conservent la possibilité de participer aux affaires internationales et de jouer un rôle dans la construction des nouveaux fondements de la politique mondiale. Parallèlement, les élites européennes, tout en affichant leur volonté de suivre leur propre voie, ne cessent de se retourner vers Washington dans l'espoir de ne devoir aller nulle part.

A.L

Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LA JALOUSIE ET LA CUPIDITÉ



Un chasseur prit au piège un petit oiseau couleur jaune, un serin. Il allait le tuer pour le faire cuire car il était tiraillé par les cris de son corps en dépit de la maigre prise, lorsque le petit oiseau s'adressa à lui :

– Regarde-moi ! Vois ! Je suis minuscule et maigre. Tu ne feras de moi qu'une bouchée. Laisse moi la vie sauve et je te révélerai trois vérités qui te seront utiles dès demain et tout au long de ton existence.

A cette époque, en ces temps reculés, les hommes et les animaux terrestres avaient l'habitude de se comprendre et de parler ensemble lorsque la nécessité se faisait force de loi.

– Comment te croirai-je ? répliqua la chasseur. Ce n'est qu'une ruse, un mensonge éhonté de ta part, pour avoir la vie sauve !

– Non, non ! jura l'oiseau. Je t'assure ! Je te dirai la première vérité lorsque je serai encore dans ta main; la deuxième une fois perché sur ton épaule et tu pourras toujours m'attraper facilement; et la troisième dès que je serai là haut sur la branche, dans l'arbre, toujours à ta portée.

Le chasseur jugea le marché équitable.

– C'est d'accord, fais moi entendre la première vérité.

– Si tu perds quelque chose, lui dit le serin, tu ne dois jamais le regretter, car la vie doit aller de l'avant, et non s'encombrer du passé. Que demain ne soit pas l'otage d'hier, car vivre dans le passé, être dans la nostalgie, c'est oublier le présent et se fermer les portes du futur… Vivre, c'est vivre l'instant présent.

Le chasseur réfléchit et trouva que c'était une bien belle vérité. Combien de gens ne cessent de ressasser le passé "avant, c'était mieux !". Et il en faisait partie…

Il tint donc parole et laissa l'oiseau s'envoler vers l'arbre voisin.

– Si l'on te raconte quelque chose d'absurde ou d'invraisemblable, lui cria le serin, refuse toujours de le croire, à moins qu'on ne t'en donne une preuve éclatante. Fais confiance mais vérifie par toi-même et multiplie tes sources.

Le chasseur acquiesça avec force car combien de ses semblables ne prennent plus le temps de réfuter, de vérifier, d'argumenter et d'arrêter de vivre des "abrégés du vrai"… Sur ce, l'oiseau s'envola hors d'atteinte et commença à rigoler, à rire et à se moquer du chasseur. – Comme tu es bête et comme je t'ai bien eu ! Sache qu'il y a dans mon coeur deux diamants pesant chacun plus de cinquante grammes. Non seulement si tu me tuais, ils étaient à toi… tu serais riche, et en plus tu te serais fais plaisir en te délectant de ma chair tendre et parfumée… Mais tu m'as laissé partir !

Fou de rage, le chasseur s'en arracha les cheveux en regrettant de ne pas avoir tué l'oiseau. Puis il dit au serin :

– Je le savais, je le savais ! Tu vois, la vie n'est qu'un mensonge. Mais au moins, tu as la vie sauve, en contre partie, révèle-moi au moins la troisième vérité !

– Pour quoi faire, lui répliqua le serin, puisque tu n'es qu'un idiot qui ne met pas en pratique ce que nous venons de dire ? Je t'avais dit de ne jamais rien regretter, et tu regrettes déjà ton geste de m'avoir libéré. Je t'avais dit de ne pas croire des choses invraisemblables, et tu as cru qu'un petit oiseau comme moi, qui ne pèse pas plus de quinze grammes dans ta main, peut renfermer deux diamants de cinquante grammes. Pauvre fou !

Mais voici tout de même la troisième vérité qui te concerne plus que tout autre et concerne tous tes semblables : la convoitise, la cupidité, la jalousie aveuglent le cœur des hommes et ce sont par elles que vous êtes tous abusés.

(Conte indien)

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 1 novembre 2026

RÊVE D`UN ENFANT SANS CHAUSSURES



— Et toi, Ju-Yung, qu'aimerais-tu devenir ? — me demanda mon père pendant que nous portions ensemble un sac de riz.

— Je ne sais pas, répondis-je, mais pas ça.

Je suis né à Asan, un village si pauvre que la terre semblait empruntée. Nous étions si nombreux à la maison que, quand l'un pleurait, l'autre devait attendre son tour. Nous mangions une fois par jour. Parfois moins. Ma mère cuisinait le peu que nous avions dans une marmite sans couvercle, et mon père répétait que la terre était la seule chose sûre en cette vie.

Mais moi, je ne voulais ni de la terre, ni du riz, ni de la résignation.

À seize ans, sans un sou, je suis parti. J'ai marché plus de deux cents kilomètres jusqu'à Séoul. Je n'avais pas de chaussures. Seulement une serviette nouée autour du cou, un change de vêtements, et la faim pour moteur.

— Tu sais faire quelque chose ? — m'a-t-on demandé lors de ma première tentative d'embauche.

— Je sais essayer — ai-je répondu.

J'ai été manœuvre, puis ouvrier, puis charpentier. Je dormais sur les sols des chantiers ou dans des chambres louées à l'heure. Je m'enroulais dans des journaux pour ne pas mourir de froid. Je me suis promis que chaque nuit passée au sol serait une brique de plus pour ma propre maison.

Avec les années, j'ai réussi à ouvrir un petit atelier. Je me sentais invincible… jusqu'à ce qu'on m'escroque. J'ai perdu toutes mes économies. La honte me rongeait plus que la faim. J'ai pensé abandonner. J'ai pensé rentrer chez moi.

Mais une nuit, assis sur le trottoir, les mains noires de graisse, je me suis dit :

— Si tu as déjà tout perdu, tu n'as plus rien à craindre.

Alors j'ai recommencé.

Et j'ai échoué à nouveau.

Et j'ai recommencé encore.

Jusqu'à ce que l'atelier grandisse. Et devienne une petite entreprise. Je l'ai appelée Hyundai.

— Qui ferait confiance à un paysan pour construire des voitures ? — se moquaient-ils.

— Celui qui croit à l'impossible — répondais-je.

Ainsi naquit la Hyundai Pony, la première voiture coréenne. Elle n'était ni belle, ni rapide… mais elle était à nous. Dans les rues, les gens la touchaient comme une relique. Certains pleuraient. Moi aussi. Car cette voiture n'avait pas seulement des roues : elle avait une histoire.

Je ne suis jamais allé à l'université. Personne ne m'a appris la finance, ni la mécanique, ni le leadership. J'ai appris à force de coups, de chutes et de dignité.

— Et si tout s'écroule encore ? — me demandait-on.

— Alors je recommencerai.

Aujourd'hui, beaucoup connaissent la marque. Peu connaissent l'histoire.

Je n'ai pas eu la fortune, ni les diplômes, ni un nom important. J'ai seulement eu une idée : l'origine ne détermine pas le destin.

Et c'est pourquoi je te le dis aujourd'hui, le cœur haut :

Si tu n'as pas d'argent, mais du courage… avance.

Si personne ne croit en toi, mais que toi, oui… avance.

Car parfois, la vie ne demande rien de plus qu'une âme qui refuse d'abandonner.

Et si un jour tu vois passer une voiture Hyundai… souviens-toi que, jadis, elle n'était que le rêve d'un enfant sans chaussures.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 1 novembre 2026

ENTRE NOUS



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:44	12:33	15:28	17:51	19:14

PROJET DE LOI DE FINANCES 2027

LES DÉPUTÉS SALUENT LES MESURES VISANT À RENFORCER LE CARACTÈRE SOCIAL DE L'ETAT

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), ont salué, lundi, les mesures prévues dans le projet de loi de finances (PLF) 2027 visant à préserver le pouvoir d'achat du citoyen et à améliorer ses conditions de vie, notamment en ce qui concerne l'augmentation des salaires, le soutien des produits de base et l'affectation de crédits considérables aux transferts sociaux, ce qui consacre le renforcement du caractère social de l'Etat.

Les membres de l'APN s'exprimaient lors du débat du PLF 2027 présenté par le ministre des Finances, M. Mohammed Lamine Lebbou, lors d'une séance présidée par Mme Khalida Boufedeche, présidente de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali et nombre de membres du Gouvernement,

Dans ce cadre, le député Ahmed Zoubir Saidi (FLN) a valorisé les augmentations de salaires prévues dans le projet de loi, soulignant l'importance d'aller de l'avant dans l'amélioration du climat d'investissement, la simplification des procédures administratives et le renforcement des avantages pour les projets à valeur ajoutée locale, susceptibles de développer les exportations hors hydrocarbures.

Il a salué également les mécanismes en vigueur visant à accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) et les start-up, appelant à renforcer la numérisation et à poursuivre les efforts visant à élargir l'assiette fiscale.

Pour sa part, la députée Siham Regaa (RND) a estimé que le projet de loi consacre le caractère social de l'Etat, à travers une série de mesures visant à protéger le pouvoir d'achat du citoyen et à améliorer les salaires, estimant que ces engagements reflètent l'importance de la dimension sociale dans la politique financière de l'Etat.



Elle a préconisé de poursuivre le processus de numérisation et à le généraliser pour améliorer les services publics, ainsi qu'à accorder davantage d'importance aux secteurs productifs et générateurs de richesses et d'emplois, en maintenant le soutien aux start-up et aux PME.

La députée Ibtissam Mostfaoui (Front el Moustakbal) a mis en avant les mesures prévues dans le PLF, notamment celles relatives à la préservation du pouvoir d'achat et au renforcement de l'économie nationale, à travers le soutien des investissements nationaux et étrangers.

Elle a mis en avant l'importance des augmentations des salaires et des affectations financières destinées aux produits de large consommation et aux transferts sociaux, ce qui reflète le renforcement du caractère social de l'Etat et la volonté des autorités publiques de soutenir les catégories à faible et moyen revenus.

De son côté, le député Abderrezak Bousetta (parti MSP) a attiré l'attention sur les différentes mesures prises par l'Etat concernant le soutien du pouvoir d'achat et l'absence de nouvelles taxes dans le cadre du projet de loi, relevant à ce propos l'importance de renforcer la diversification de l'économie nationale afin de permettre d'aller de l'avant dans la création de richesses.

Par ailleurs, plusieurs députés ont souligné l'importance de lier les avantages fiscaux accordés aux investisseurs à leur niveau d'activité ainsi qu'à leur contribution à la production et à la création de postes d'emploi, tout en garantissant que les réductions fiscales accordées aux intrants de la production agricole se répercutent sur les prix des produits sur les marchés. Le débat autour du projet de loi se poursuivra pendant trois jours, la séance de jeudi prochain étant consacrée à l'écoute des présidents des groupes parlementaires, suivie de la réponse du représentant du Gouvernement aux préoccupations et aux questions des députés.

Les députés de l'APN devront voter sur le projet de loi le lundi 16 novembre, lors d'une séance plénière, conformément au programme de l'Assemblée.

RA

SAHARA OCCIDENTAL

LA CULTURE, UN INSTRUMENT DE RÉSISTANCE POUR LA LIBERTÉ ET L'INDÉPENDANCE

Les participants à une conférence intellectuelle intitulée "République arabe sahraouie : culture, identité et résistance", ont souligné lundi à Alger l'importance de la culture, de l'écriture et de la documentation dans la préservation de l'identité nationale sahraouie et l'accompagnement de la lutte du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance.

Organisée en marge de la 29e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), cette conférence a vu la participation d'écrivains, de parlementaires, de chercheurs, de professionnels des médias, ainsi que de militants étrangers solidaires de la cause sahraouie, en présence d'un large public parmi les visiteurs du Salon.

A l'entame de son intervention, l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, Khatri Adouh Khatri, a salué l'organisation d'une conférence consacrée à la culture et au livre sahraouis, avec la participation de maisons d'édition algériennes ayant présenté des publications sur la cause sahraouie. Il a également salué le rôle du commissariat du SILA dans la consécration de cette manifestation, en tant qu'espace d'interaction et de débat autour des questions d'actualité.

Le diplomate sahraoui a affirmé que la rareté des sources écrites n'avait pas empêché les générations sahraouies précédentes de préserver la mémoire collective ainsi que l'héritage culturel et historique, grâce à la transmission orale, notamment à travers les poèmes, qui servaient de supports à l'enseignement de la langue, du droit musulman (Fiqh) et de l'histoire, ainsi qu'à la consignation des faits, des événements et des différentes manifestations de la vie sociale et culturelle.

De son côté, la députée Labbat Errachid, conseillère à la présidence sahraouie, a évoqué, dans son intervention, le rôle central de la femme sahraouie dans la préservation de l'identité nationale et de l'héritage culturel, ainsi que dans la résistance aux tentatives de l'occupation marocaine visant à effacer et à dénaturer cette identité. A son tour, le journaliste sahraoui Ahmed Mohamed Nafai a mis en avant l'importance de l'écriture et des médias pour faire connaître la cause sahraouie et faire face aux tentatives d'effacement de l'identité nationale, affirmant que le peuple sahraoui constitue un modèle de lutte et de résilience et que l'écriture est devenue un moyen de briser les barrières du silence et du blocus.

De son côté, l'écrivain sahraoui Mohamed Fadel El Hait a abordé, dans son intervention, l'importance de l'écriture et de la documentation dans la défense de la cause sahraouie, en tant que moyens de préserver la mémoire et l'identité nationales et de faire connaître la lutte du peuple sahraoui.

Dans un message de solidarité, la présidente de la Fondation d'amitié algéro-néerlandaise et militante solidaire de la cause sahraouie, Eveline America, a exprimé son soutien au peuple sahraoui, saluant son courage et son attachement à sa terre et à son identité, affirmant que la justice, la dignité et le respect des droits des peuples étaient des valeurs universelles qui méritaient d'être défendues. Elle a également exprimé sa fierté de prendre part aux festivités organisées en Algérie, à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre et de retrouver ses amis sahraouis.

RA

ELECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

L'ANIE RAPPELLE LES RÈGLES ET DISPOSITIONS RÉGISSANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a rappelé, lundi dans un communiqué, à l'ensemble des candidats des partis politiques et des listes indépendantes, ainsi qu'aux différents acteurs et intervenants dans le processus électoral, les règles et dispositions régissant la campagne électorale, en prévision des élections locales du 28 novembre.

En prévision du lancement de la campagne électorale relative à l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas, du 28 novembre 2026, "l'Autorité nationale indépendante des élections rappelle à l'ensemble des candidats des partis politiques et des listes indépendantes, ainsi qu'aux différents acteurs et intervenants dans le processus électoral, le cadre juridique et réglementaire régissant la campagne électorale", tout en insistant sur "la nécessité de se conformer strictement aux dispositions et règles prévues par la loi".

Après avoir rappelé que "la campagne électorale débute le jeudi 5 novembre 2026 et prend fin le mardi 24 novembre 2026, conformément aux dispositions de l'article 73 de la loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée", l'Autorité a précisé que "nul ne peut, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, faire campagne, en dehors de la période prévue". Insistant sur l'impératif de se conformer aux dispositions légales relatives à l'éthique de la campagne électorale et au comportement des candidats, l'Autorité nationale a souligné la nécessité de "s'abstenir de tenir tout discours haineux et toute forme de discrimination", ajoutant que "l'utilisation de langues étrangères durant la campagne électorale est interdite".

"Sauf dispositions législatives contraires, est interdite l'utilisation à des fins de propagande électorale, des biens ou moyens d'une personne morale publique ou privée, institution ou organisme publics", de même qu'"est interdite à des fins de propagande électorale, l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, des lieux de culte, des institutions et administrations publiques, ainsi que des établissements d'éducation, d'enseignement et de formation, quelle que soit leur nature ou appartenance", a encore rappelé l'ANIE.

"L'usage malveillant des attributs de l'Etat est interdit" et "tout candidat doit s'interdire tout geste, attitude, action ou autre comportement violent, déloyal, injurieux, déshonorant, illégal ou immoral, et veiller au bon déroulement de la campagne électorale", poursuit le communiqué.

S'agissant du volet relatif aux médias et à la publicité électorale, ainsi qu'à l'utilisation des biens et des espaces publics, la même source a indiqué que les médias audiovisuels autorisés à participer à la couverture de la campagne électorale sont "tenus de garantir la répartition équitable du temps d'antenne entre les candidats", ajoutant que "l'Autorité nationale indépendante des élections, en coordination avec l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel, assure le respect de ces dispositions".

Dans le même sillage, il est impératif de respecter les dispositions légales régissant l'organisation des rassemblements et réunions publiques, tout en s'abstenant de recourir à tout procédé publicitaire commercial à des fins de propagande durant la période de la campagne électorale.

L'ANIE a insisté, par ailleurs, sur la nécessité de respecter "l'interdiction de la publication et de la diffusion de sondages portant sur les intentions de vote des électeurs soixante-douze (72) heures avant la date du scrutin".

RA